EXP : CESEP - rue de Charleroi 47 - 1400 Nivelles

Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1120 - Bruxelles X
6/934

P701314

n°116

Secouez-vous les idées

Articulations n°75 MÊME PLUS PEUR !

Périodique trimestriel du CESEP ASBL Décembre 2018 | Janvier | Février 2019

Recevoir notre périodique
Vous recevez gratuitement notre périodique.
Par ailleurs, il est **téléchargeable librement** sur notre site : **www.cesep.be**

Recevoir notre newsletter
Vous pouvez être tenu informé par notre **newsletter** des dates de nos formations et journées d'études en faisant la demande par mail à **ivan@cesep.be**.

Vos coordonnées
Sachez que vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP. La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer. Par ailleurs, si vous ne souhaitez plus recevoir le périodique ou si vous vous apprêtez à **changer d'adresse** ou si vos coordonnées ne sont pas correctes sur l'étiquette, merci de renvoyer un mail à **myriam.claessens@cesep.be** reprenant : n° d'étiquette C/ ou O/

Nous contacter

Centre Socialiste d'Education Permanente
ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
rue de Charleroi 47, 1400 Nivelles
tél. : 067/890 869 (Secrétariat *Secouez-vous les idées*)
Fax : 067/210 097
Courriel : secouezvouslesidees@cesep.be
www.cesep.be

Aux textes : Teberdar ALAR, Anissa AYADI, Laurence BAUD'HUIN, Julien CHARLES, Caroline COCO, Florence DARVILLE, Laurence DELPERDANGE, Claire FREDERIC, Paul HERMANT, Jean-Luc Manise, Annette REMY, Myriam van der BREMPT

Aux images : Caät, Michel LORIAUX

A la relecture : Marjorie PATERNOSTRE, Bénédicte VANDENHAUTE, Nathy VANDENBERG

A la mise en page
Anouk GRANDJEAN

A la production
Micheline GUTMAN

A l'impression
Imp. DELFERRIERE - Nivelles
Tiré en 10.000 exemplaires

Au secrétariat
Nathy VANDENBERK

A la coordination
Claire FRÉDÉRIC

Éditeur responsable
Eric VERMEERSCH – rue de Charleroi, 47
1400 Nivelles

Notre intention :

On arrive toujours, mais ailleurs. Tout arrive, mais à l'envers. Il y a dans ces mots prononcés par Roberto Juarroz la certitude d'une issue possible en même temps qu'une indétermination troublante écrivait Paul Hermant dans une note d'intention pour fêter les 40 ans du CESEP.

Une indétermination troublante.

Dans l'**édito**, Laurence Delperdange invite Eric Vermeeersch, directeur et Bernard Dutrieux, président du CESEP à répondre à la question de savoir qu'en sera-t-il d'ici 2058, de la volonté d'un organisme d'Éducation Permanente et d'Insertion Socioprofessionnelle comme le Cesep de s'entêter à vouloir penser un monde sur lequel chacun puisse agir.

Suzanne, dans ses dilemmes, explore l'interrogation éthique comme chemin d'accès au politique. Interroger le sens de son action, affirmer sa singularité, sa subjectivité n'est-ce pas un premier signe de résistance ?

Vigilance, Jean-Luc Manise persiste à explorer les manières de sortir du modèle dominant où l'on pense le monde comme les GAFA. Framasoft veut favoriser les alliances, et oser **Les utopies numériques**.

Dans, **La profondeur des champs**, Michel Loriaux engage une réflexion sur l'humanité au travers de photos du quotidien de femmes qui s'occupent seules d'une exploitation agricole en Ardennes belges.

Même plus peur ! *Si la planète devient inhabitable, comment sauver l'humanité ? Si l'humanité redevient sauvage, comment sauvegarder la planète ? Une tension qui devrait habiter toutes celles et tous ceux qui, dans les médias, l'enseignement ou l'éducation populaire, se donnent mission de formation, d'information, de transformation ou d'émancipation*. C'est le cœur de ce **dossier articulations**.

Celui-ci s'ouvre par deux planches de **L'âge de fer** de Gébé choisies par Claire Frédéric et Anouk Grandjean. Paul Hermant poursuit par un plan de marche issu d'une après-midi de travail organisée à l'occasion des 40 ans du CESEP. Ce plan de marche suppose un préalable essentiel : se déshabituer. Et une méthode : **Contre-attaquer**.

Nous concluons le dossier par deux récits d'expériences. L'une menée depuis quelques mois par un groupe de travailleurs et de stagiaires du CESEP qui se réunit pour réparer le monde du travail. **Aux bords du capitalisme. Expérimenter pour réparer** est relaté par Teberdar Alar, Julien Charles et Paul Hermant. L'autre revient sur le BRI-Co qui avait investi les quartiers de Bois-du-Luc. Un an après, Anissa Ayadi et Myriam van der Brempt donnent des nouvelles de cette démarche de réenchantement et de repolitisation. **Un an plus tard ? Toujours un peu plus d'audace…**

Enfin, Laurence Baud'huin et Caroline Coco, dans **Nous ne sommes pas des utopistes**, ont été à la rencontre d'artistes qui, **d'ailleurs et d'autre part**, tournent le dos aux fatalistes qui disent le rêve inaccessible et réinventent le quotidien.

La certitude d'une issue possible.

Michel Loriaux est photographe et avoue sans détour que depuis toujours l'atmosphère humaine du monde en marge le touche. Depuis 2002, il se consacre à des reportages au plus près des gens. Il pose un regard doux-amer sur la pauvreté au quotidien face à la mondialisation de moins en moins sociale.
www.mloriaux.be - info@mloriaux.be

Pour la coordination du *Secouez-vous les idées*, Claire FREDERIC

2018 : LE CESEP

80 ans d'histoire dans le rétroviseur d'une association en marche

Rencontre avec Bernard DUTRIEUX et Eric VERMEERSCH - Propos recueillis par Laurence DELPERDANGE
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

A la veille de cet événement, nous avons mis la main sur une archive de 2018 : une interview de Bernard Dutrieux et d'Eric Vermeersch alors qu'ils venaient tout juste d'être nommés respectivement président et directeur du CESEP. Nous vous la présentons ci-dessous. Elle est riche d'enseignements, ils naviguaient dans une période trouble mais leurs convictions ne faiblissaient pas. L'ambiance était cependant un peu morose, emprunte d'incertitude. La montée des partis de droite, en Italie, en Hongrie, au Brésil inquiétaient les progressistes du monde entier. La pauvreté et les inégalités sociales explosaient jusque dans nos anciens états providences. Le réchauffement climatique menaçait la planète entière tandis que les gouvernants semblaient sourds aux appels des scientifiques et de la société civile. Parallèlement, bon nombre d'analystes en appelaient à la fin salutaire du système capitaliste.

L.D. : Bernard et Eric, quelle est votre vision prospective dans ce contexte de 2018 ?
Eric Vermeersch, directeur : « Il y a le contexte général et celui particulier de l'associatif mais les deux sont liés. Dans les années qui viennent, nous serons confrontés, selon moi, à quelque chose de très difficile ; poursuite des attaques sur notre système de sécurité sociale, sur les droits du travail, sur nos libertés et notamment sur le droit d'association, pauvreté croissante, le tout sur fond d'une déglingue importante de nos conditions environnementales.
L'associatif est aujourd'hui attaqué frontalement. Depuis des années, peut-être depuis toujours en fait, nous sentons bien qu'il n'est pas pris au sérieux. Nous n'avons pas les mêmes moyens que le marchand et bien des politiques considèrent que ce dernier est le seul moteur de l'économie qui traine l'associatif et le public comme des boulets. Mais ces regards goguenards d'il y a peu se sont transformés en mépris. Le gouvernement fédéral nous déteste. A la Région Wallonne cela ne vaut guère mieux. Enfin, la culture capitaliste dominante a percolé dans bien des lieux, mêmes progressistes, ce qui aboutit à nous demander de résoudre la quadrature du cercle. J'affirme aujourd'hui qu'à droite, bien des acteurs souhaitent notre mort. Comme ils ne peuvent dire «*Ce secteur ne sert à rien* », ils pondent des procédures de plus en plus complexes et réduisent chaque fois un peu plus nos moyens tout en nous en demandant toujours plus. A terme, c'est la mort du secteur. Ce n'est plus un hasard, ce ne sont plus des erreurs de choix, c'est voulu ! Le capitalisme a besoin de croître. L'associatif et le non marchand en général sont, pour une part, « marchandisables » et le capitalisme veut faire main basse sur cette manne, avec la complicité des politiques. Ce qui n'est pas marchandisable, comme l'éducation permanente, disparaitra faute de moyens. Le capitalisme en sera le grand vainqueur : il aura gagné un marché et supprimé ses détracteurs.

On s'achemine vers une période difficile mais je crois au retour de balancier. Je ne peux pas imaginer qu'il n'y en ait pas. Si je devais penser que tout est foutu, je ne serais pas directeur aujourd'hui. J'imagine un moment où les choses seront tellement intenables qu'il faudra réinventer d'autres façons de faire et l'associatif y occupera une place centrale.

Bernard Dutrieux, président : « l'Education permanente est issue de l'Education populaire – du mouvement ouvrier – et certains éléments sont nés dans le maquis (l'entrainement mental). Donc dans des contextes de luttes et de résistances. Cela a quelque chose d'éternel qui existait avant que le concept n'apparaisse. Les fondements vont perdurer d'autant plus que la compréhension du monde se complexifie. Elle apparaît moins dichotomique qu'auparavant. L'éducation permanente en tant que concept a ainsi tout son sens.

Bien sûr, en tant qu'organisation, il est difficile de dire quel sera l'avenir. Des choses devraient perdurer mais elles risquent fort d'être remises en cause. Par exemple, les emplois subsidiés dans ce secteur risquent fort d'être malmenés. Mais je ne pense pas que le monde du salariat va disparaître et je ne pense pas non plus que nous assisterons à une déstructuration totale. On voit déjà une

résistance s'organiser autour de Uber ou de Deliveroo ou dans la manière dont le personnel de Ryanair refuse d'être traité. L'éducation permanente est liée aux grands mouvements historiques qui sont en souffrance. Elle va devoir se réinventer. Peut-être autour de la galaxie des mouvements citoyens symbolisés par les rencontres citoyennes autour d'enjeux de société, autour des mouvements tels que ceux lancés par Rob Hopkins et les villes en transition…
C'est déjà à l'œuvre. De nouveaux modes de consommation sont liés à une analyse nouvelle. On consomme autrement, hors du capitalisme. Faire à côté peut être politique. On se situe en dehors du système marchand et on cherche à créer un autre système que le capitalisme.

Eric Vermeersch : « Il faut effectivement trouver des pistes nouvelles. Les conférences débats organisées dans le cadre des 40 ans du CESEP abordaient cette question et nous allons continuer à interpeller. Il s'agit de chercher des pistes, le capitalisme n'étant pas un projet d'avenir tenable. L'éducation permanente est un concept inhérent à toute société humaine. Maintenant, de là à la subsidier, c'est une autre histoire. N'oublions pas qu'en Fédération Wallonie Bruxelles, on pourrait dire que l'on se situe dans quelque chose d'unique en ce sens que le politique subsidie des associations qui ont pour objectif de le critiquer. C'est précieux.

Bernard Dutrieux : « Ce qui est d'ailleurs de plus en plus mal perçu… En fait, cela fait partie d'une conception des Lumières. L'état finance des organismes qui le critiquent…

Eric Vermeersch : « Certains, dans le secteur même, disent qu'on perd son âme en étant financés par le politique. On peut néanmoins affirmer qu'on le fait sans complaisance… Je crois que dans 40 ans, l'éducation permanente sera toujours là. Le monde aura fort changé et peut-être en serons-nous revenus à des choses qui nous conviendront mieux, j'entends par là un monde plus juste, un monde dans lequel l'horizon est dégagé. Mais bon, il faut reconnaitre qu'on ignore cela, on ne peut faire que des hypothèses.

L.D. : Actuellement, nous assistons à la fois à l'émergence de réelles solidarités qui se manifestent par exemple dans l'accueil des réfugiés mais dans le même temps, la peur du lendemain pousse au repli. On peut se demander quels rapports de force seraient en jeu pour faire pencher la balance vers un monde plus juste ?
Bernard Dutrieux : « L'individualisme nous précipite dans le trou. On ne peut considérer qu'un état, ou qu'une classe sociale s'en sorte toute seule. C'est dans le collectif que des choses se feront. J'ai bon espoir lorsque je constate que dans les jeunes générations, le collectif existe bel et bien. Même si, lorsqu'on évoque une visée politique, ça semble suspect.

Eric Vermeersh : « L'éducation permanente doit travailler cela, partout où cela est possible, avec les publics. Le décret actuel sur l'éducation permanente ne permet malheureusement pas de sortir d'un certain carcan en ce sens que nous sommes davantage enfermés dans des cases que sont les axes du décret même si nous allons vers un assouplissement. Cela signifie que nous devons choisir dans quoi nous travaillons, quelle est notre spécialité et c'est sans doute contre productif par rapport aux enjeux actuels. Néanmoins, un décret, c'est quelque chose de passager, qui s'adapte et se modifie, donc ce n'est pas très important. En outre, un décret, cela peut se dépasser. Pour paraphraser Christine Mahy, « *connaissez bien votre décret, faites ce qu'il vous dit de faire et allez sur les terrains d'à côté* ».

A propos de décret, nous n'avons pas encore parlé de l'insertion socioprofessionnelle. Là aussi, se projeter dans 40 ans n'est pas facile. Je pense que nous allons vers une destruction massive de postes de travail qui impliquera une réorganisation fondamentale du travail et des temps de vie. Lire «*Voyage en Misarchie*» d'Emmanuel Dockès» (1), est porteur d'espoir. On y découvre des travailleurs très mobiles avec un temps de travail réduit dans une société de plein emploi. Je vois bien le CESEP former des travailleurs, non plus pour «s'en sortir», comme aujourd'hui, mais pour se réorienter, faire autre chose, changer tout simplement, sans épée de Damoclès au dessus de la tête . Ce serait bien pour mes futurs lointains collègues.

Bernard Dutrieux : « On maintiendrait le salaire tout en permettant une réelle mobilité dans l'emploi. Les métiers en pénurie seraient occupés. Bien sûr, tout le monde ne pourrait occuper n'importe quelle fonction… Mais tout serait plus ouvert. On pourrait également opter pour des périodes de pauses permettant de se former à d'autres métiers…

Eric Vermeersch : « Je souhaite pour l'avenir, un glissement de l'éducation permanente vers le monde de l'entreprise. Il faudrait accentuer cet aspect. Si on sort du modèle capitaliste, si l'entreprise est organisée différemment, c'est un mariage possible et même utile. Un peu comme la démarche d'éducation permanente est aujourd'hui possible dans le monde coopératif.

Bernard Dutrieux : « Il est vrai qu'actuellement l'insertion professionnelle ne prévoit pas d'intégrer des modules d'éducation permanente. Je suis pour le pouvoir d'agir. Or, aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on met en avant le « devoir agir ». J'envisage plutôt le développement du pouvoir d'agir basé sur un accompagnement de la personne dans son propre pouvoir (l'empowerment), une approche de conscientisation. Cela passe par une analyse par la personne elle-même des changements qui se sont produits pour elle de manière à ce qu'elle puisse se les approprier. Puis, dans un second temps, il s'agit d'aller vers le niveau du collectif : « en quoi suis-je dégagé du fonctionnement sociétal ? » (2)

L.D. : Chacun davantage acteur de changement mais avec la résurgence des partis de droite, on peut craindre que l'avenir n'aille pas dans ce sens…
Eric Vermeersch : « On est bien dans des phénomènes de balancier. Je ne suis donc pas optimiste pour le court ou moyen terme. Mais, peut-être que dans 15 ans ou 20 ans, il nous faudra réinventer quelque chose de plus égalitaire.

Bernard Dutrieux : Le drame aujourd'hui, c'est qu'on commence à être cernés, aux Pays-Bas, en Italie, au Brésil… par des gens qui s'attaquent aux libertés. Et l'éducation per-

manente, sera forcément concernée par ces atteintes aux libertés. L'éducation permanente basée sur les piliers explique que la Wallonie ait peu de composantes politiques très à droite. Le Pacte culturel fait qu'on tient l'extrême droite à distance et l'éducation permanente explique la complexité. On n'a pas ça en Flandre ni en France où on invite à la table le Vlaams Belang, le FN.

L.D. : Ne manque-t-on pas de figures emblématiques porteuses d'une vision humaniste de la société ?

Bernard Dutrieux : Sur les évolutions du monde, le professeur Harari (3) a une analyse intéressante. Dans le domaine de l'économie Joseph Stiglitz ancien prix Nobel (4), mène toute une réflexion très pointue sur le système capitalisme. Il y a des références. Ca bouge. Sur le plan de l'écologie, il y a aussi des penseurs et des experts qui tirent la sonnette d'alarme.

Eric Vermeersch : « Effectivement, il y a peut-être moins de figures de proue mais il y a une multitude de penseurs qui lancent des pistes fondées sur des analyses solides. Par exemple Paul Jorion qui est à la fois anthropologue et économiste , avec son livre « *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie* » (5) et les nombreuses conférences auxquelles il participe, avec son blog sur lequel il partage ses idées…. Ou encore l'économiste français Frédéric Lordon (6) ainsi que « les économistes atterrés ».

Bernard Dutrieux : Je pense aussi à Pablo Servigne (7) qui développe une réflexion sur le collectif. On peut aussi se référer à la pensée de Darwin sur l'évolution. Si de Darwin certains ont pu lire le combat des espèces pour la survie, Kropotkine (8) quant à lui souligne que le vivant, en situation de pénurie, a pour habitude de coopérer pour survivre, de s'entraider. Cela change la vision que l'on peut avoir du monde. Néanmoins, je pense qu'on n'ira pas vers un mieux sans passer par une débâcle majeure. La prise de conscience des gens de la nécessité d'aller vers la décroissance me paraît essentielle.
Il faut aller vers moins de matérialisme. Et je pense que les jeunes générations en ont déjà conscience. Mes jeunes collègues se posent pas mal de questions et vont vers d'autres modes de consommation. Ils pensent végétarisme, moyens de transport doux…

Eric Vermeersch : « La décroissance oui mais encore faut-il que ce soit pour tout le monde…

Bernard Dutrieux : Le socialisme revendiquait plus d'égalité dans la croissance. Aujourd'hui, il doit revendiquer plus d'égalité dans la décroissance. C'est un beau rôle à jouer.

Et si l'avenir était un renversement complet dans la marche du monde : le plus, le trop allant vers le moins, le peu et qu'au juste milieu on assiste à la convergence des luttes jadis opposées ?

(1) Emmanuel Dockes, Voyage en Misarchie : essai pour tout reconstruire, Ed. du Détour, 2017
(2) Changer le monde au quotidien, l'Approche DPA-PC : récits d'expériences, analyses et regards critiques », ouvrage collectif sous la direction de Brigitte Portal, Valérie Desomer et Bernard Dutrieux, Editions UVCW – Fédération des CPAS, 2017 (commande : http://www.uvcw.be/publications/commandes/24)
(3) Yuval Noah Harari, Homo Deus. Une brève histoire du futur, Ed. 2017
(4) Joseph Stiglitz, La grande fracture. Les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer, Ed. Les liens qui libèrent, 2017
(5) Paul Jorion, En finir avec le capitalisme, une question de survie, Ed. Fayard, 2017
(6) Frédéric Lordon, Imperium, Structures et affects des corps politiques, La Fabrique éditions, 2015. Voir aussi www.atterres.org
(7) Pablo Servigne, Une autre fin du monde est possible, Ed. Seuil, 2018
(8) L'Entraide, un facteur de l'évolution, (texte intégral), Éditions du Sextant, 2009, 2010 2013 (ISBN 9782849780312) ; Éditions Aden, 2009.

Bernard Dutrieux est né en 1957. Après des études d'assistant social à l'Ecole Ouvrière Supérieure, il devient le permanent de Présence et Action Culturelles jusqu'en 1991, date à laquelle il intègre le Cabinet Ministériel de François Guillaume à la Communauté Française où il s'occupe de la tutelle des CPAS et des politiques de prévention en matière de santé et de toxicomanie. Il rejoint, avec les mêmes attributions le Cabinet de Magda De Galan.
Il intègre ensuite le staff de la Fédération des CPAS au sein de l'Union des Villes et Communes de Wallonie où il crée le Centre de Formation pour les CPAS. Il en dirige aujourd'hui les activités ainsi que l'équipe de cinq personnes en charge des programmes et des projets.
Administrateur du CESEP depuis 1979, il en est le Président depuis juin 2018.
Son combat : outre la défense d'une conception authentique de l'Education permanente dans son acception populaire, il travaille à la lutte contre la pauvreté et dénonce l'Etat social actif, instrument de sujétion des exclus . Il se bat pour une société bienveillante basée sur le respect et le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités.

Eric Vermeersch est directeur depuis ce mois d'avril 2018 après en avoir été le directeur adjoint durant plus de 15 ans. Il a une formation d'assistant social et un master en politique économique et sociale (FOPES).
Il a commencé son parcours professionnel dans le secteur de l'économie sociale, notamment en travaillant dans une agence conseil. Aujourd'hui, comme formateur, il est principalement spécialisé dans la gestion financière des associations.
Son combat : Soutenir le secteur associatif avec l'ensemble des acteurs afin que celui-ci puisse garder une place centrale dans la société. Pour Eric Vermeersch, ce secteur est un gage de liberté, un lieu de résistance, un contre-pouvoir, un creuset à idées, un tube à essai de pratiques innovantes, loin des dérives, oserait-il dire totalitaires, des leaders du secteur marchand.

Par Caät, Florence DARVILLE, Claire FREDERIC, Annette REMY
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Suzanne & ses dilemmes...

Dans sa pratique professionnelle de formatrice en Éducation permanente, Suzanne est très souvent confrontée à des dilemmes. Ceux-ci sont de différentes natures. Les uns sont d'ordre méthodologique : deux démarches sont possibles, laquelle va-t-elle choisir ? D'autres sont d'ordre politique : en quoi cette formation soutient-elle un projet de société ? Est-ce que Suzanne sera en accord ou pas ? Ou encore, ils sont d'ordre déontologique : est-ce le métier qu'elle veut exercer ? Est-ce le rôle qu'elle a envie de jouer ? Quels qu'ils soient, ces dilemmes sont avant tout d'ordre éthique en ce sens qu'ils interrogent sa responsabilité d'humain dans son interaction avec ses semblables. Ils sont très difficiles à vivre car passé le moment d'intuition ou de malaise, Suzanne éprouve des difficultés à les identifier clairement. Elle se retrouve sans repères pour décoder ce qui se passe. Et bien souvent fort seule avec elle-même.

Ce mercredi matin, dans le train Bruxelles-Charleroi, Suzanne parcourt distraitement un dossier sur l'éthique. Ce dossier est publié par le Cgé, le Changement pour l'Égalité, dans leur revue *Traces de Changements*.

Son attention est attirée par un titre *L'éthique est dilemme.*
Si la question de l'éthique se pose, c'est qu'il y a conflit sur les valeurs. Pas le genre de conflit sur lequel il suffirait de choisir A ou B, selon que nos valeurs valident A ou B, mais plutôt ce genre de conflit pour lequel une situation nous contraint à choisir entre A et B, alors que nos valeurs valident tout aussi bien A que B.
L'éthique implique le sujet en action qui relie un positionnement à ses conséquences. Il s'agit de prendre sa part de responsabilités, au nom de cette éthique, là où on est, dans ce qu'on fait.

Son esprit vagabonde. Elle prend quelques notes.

Donc :

- l'éthique suppose qu'on reconnaisse un lien causal entre un acte et sa conséquence.
- Ce n'est donc pas un questionnement à vide mais le questionnement d'un sujet en action.
- La personne se trouve dans une situation qui provoque un choc, la tire hors d'elle-même, la contraint à choisir entre deux options, A ou B. Mais A et B sont équivalentes.

Elle repense aux situations qu'elle a vécues. Pense aussi à celles qui ont été relatées par ses collègues. Elle en épingle une, l'histoire de la fiche administrative du Forem. Dans cette histoire, elle s'est trouvée confrontée à elle-même non pas pour une question d'ordre méthodologique, par manque d'information ou par incompétence mais pour un quelque chose qu'elle ressentait comme inadéquat, incohérent, insensé.

2013, Début de l'adressage au Forem[1]. Désaccord entre l'employé du Forem et moi par rapport à une fiche administrative. J'avais indiqué qu'une personne ne rentrait pas dans une formation mais je n'avais pas indiqué le pourquoi.

J'avais le choix entre différentes cases : Le candidat n'est pas/plus intéressé - Le candidat ne dispose pas des prérequis attendus - Le candidat ne rentre pas dans les conditions administratives - Le candidat ne remplit pas les conditions d'exercice du métier - Le candidat présente une ou des contre-indication(s) médicale(s) - Le délai d'attente pour l'entrée en action de formation/insertion est trop long - Autres (à préciser)

Au fond, pourquoi ai-je refusé d'en cocher une ?

- Ne pas cocher = défendre un principe de liberté. C'est aménager des zones d'ombre dans un parcours. C'est protéger tout simplement le droit de chacun à mener sa vie, à se tromper, à chercher ?
- Ne pas cocher = Être aux côtés des personnes qu'on estime être en situation d'asymétrie dans un système qui les fiche. Aujourd'hui pour les aider. Mais demain ?
Mais… être libre n'est-ce pas faire avec les contraintes que le monde social nous impose et faire des choix malgré tout. Oui, mais sommes-nous égaux devant ces choix ?

- Ne pas cocher = défendre une certaine vision de la formation d'adulte : celle basée sur le fait qu'apprendre part du désir de l'individu. Revendiquer le droit que, passé un certain âge, « se former » doit soutenir le projet de la personne.
J'avais l'intuition que si je cochais une case, je validais le fait qu'un adulte puisse choisir une formation juste pour éviter une sanction de l'Onem.
En me dégageant des logiques de prescription de formation voire de contrôle, je l'en protégeais également.

Suzanne cesse d'écrire. Elle regarde par la fenêtre. Son esprit vagabonde. Soudainement, elle reprend son bic. Sa réflexion s'emballe.

Pourquoi parle-t-on si peu d'éthique en Éducation permanente ?

- Parce que l'éthique touche à l'individu, au Je ? Quelle est la place de l'individu, ses émotions, ses ressentis dans les démarches d'Éducation permanente ? Quelle était la nature des dilemmes des animateurs, des militants de l'EP des années 70 ? Était-ce des questions d'ordre éthique ou avant tout politique et stratégique ?

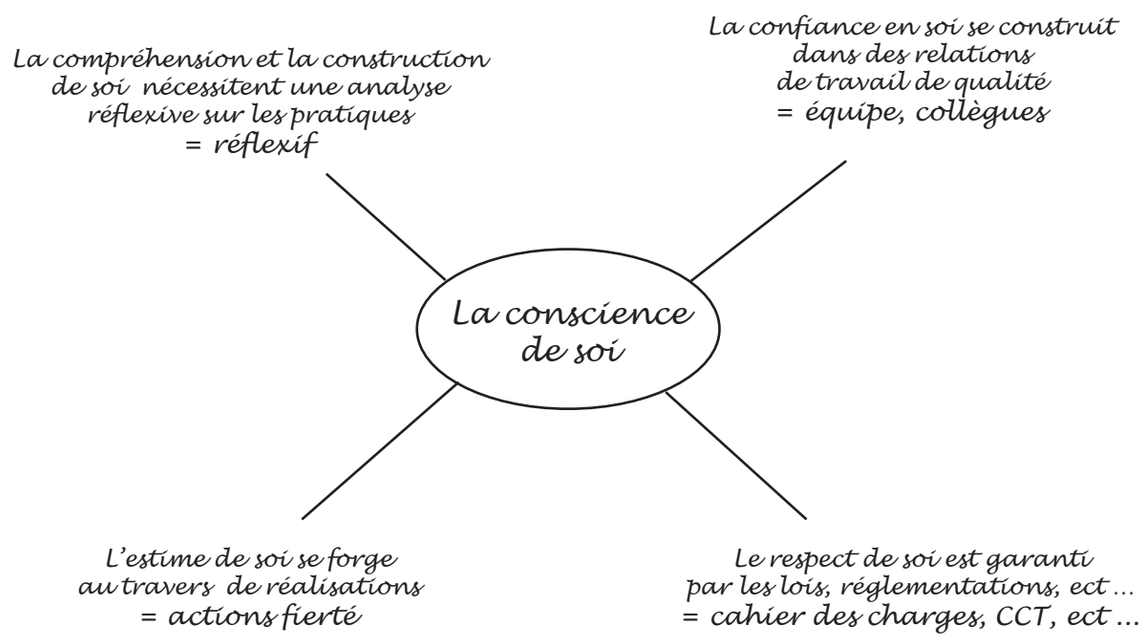
- Parce que parler d'éthique, c'est bien souvent retarder l'action. C'est prendre le temps de réfléchir à plusieurs or, notre secteur est soumis à un taux d'activités. Produire et réfléchir ?

- Parce que l'éthique touche à la capacité à questionner nos pratiques, nous invite à voir que pendant longtemps, les pourquoi et les comment de nos actions en Éducation permanente étaient clairs et fédérateurs. Les grandes orientations guidaient les actes de tous. Qu'en est-il aujourd'hui ?Quelles sont les valeurs, les vertus clés de l'Éducation permanente ? Et dès lors, quelle est la posture professionnelle à adopter ? Quelles sont les pratiques de formation idéales ?
Quelles sont les conditions minimum à préserver, à défendre, à reconquérir ?

Parler d'éthique c'est renvoyer l'individu à sa propre conscience ?
La conscience de soi ???

Quels seraient alors les leviers individuels et collectifs qui soutiennent cette « conscience de soi »? Peut-on dissocier un questionnement personnel/individuel de ce questionnement professionnel/collectif ?

Suzanne remonte dans son carnet de notes et retrouve un schéma qu'elle avait fait lors d'un précédant voyage en train, à la lecture de *La reconnaissance aujourd'hui* – Alain Caillé et Christian Lazerre – CNRS in *Magazine littéraire* - octobre 2009.



Donc, j'ai quatre leviers :

- Premier levier, comment peut-on mener une analyse réflexive et collective sur des pratiques professionnelles ? Où ? Quels sont les lieux où je peux revenir sur mes interventions, partager mes doutes ? Avec qui ? Avec des pairs ? des collègues ?

- Deuxième levier, comment identifier et mesurer les actions dont je suis fière ? Qu'en est-il de l'auto évaluation dans les métiers de la formation ? Que mesure-t-on ?

- Troisième levier, quelles sont nos manières de travailler ensemble ? Existe-t-il un collectif de travail ?
Qu'est-ce qu'une relation de travail de qualité ? Qu'en est-il de la démocratie interne dans nos associations ?

- Quatrième levier, quels sont les cadres législatifs protecteurs ? Les connaît-on ? Y fait-on référence ? Sont-il justes, pertinents ? Sont-ils suffisants ? Comment les faire respecter ?

Et si … Et si parler d'éthique était éminemment politique ?

- Un individu qui s'interroge sur le sens de son action , les cadres, les règles et les prescrits n'est-ce pas un premier signe de résistance ?
- Un individu qui réfléchit, qui affirme sa singularité, sa subjectivité, qui désire être reconnu comme un être responsable de ses choix et de ses actes et qui désire intervenir sur ce qui détermine ses actes, n'est-il pas politique ?
- Un individu qui soumet sa pratique professionnelle au jugement critique des autres dans un espace où il y a prise en compte de points de vue différents, débat contradictoire et validation dans un sens commun, n'est-ce pas politique ?
- …

Alors, pourquoi ne parle-t-on pas d'éthique en Éducation permanente ?

1. NDR : L'adressage xxxxxx ???? à compléter

LES UTOPIES NUMéRIQUES

Par Jean-Luc MANISE
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Changer le monde, un octet à la fois

Après la campagne Degooglisons Internet, Framasoft confirme son virage politique. Il ne s'agit plus seulement de promouvoir le logiciel libre, mais d'utiliser le numérique au bénéfice de projets engagés et militants. Il s'agit de fédérer les communautés du libre avec les mouvements d'éducation populaire, le secteur associatif et la société civile organisée. Avec Conbributopia, Framasoft veut favoriser les alliances pour une «transition citoyenne et écologique». Bienvenue dans le monde des utopies numériques, celui où des alternatives à YouTube et Facebook sont possibles et où l'on ne pense pas le monde comme les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon).

L'association d'Éducation populaire française Framasoft a bientôt 15 ans. Durant ses 10 premières années d'existence, elle a mis en place un annuaire francophone de référence des logiciels libres et ouvert une maison d'édition ne publiant que des ouvrages sous licences libres. En 2014, Framasoft s'attaquait avec la campagne Degooglisons Internet aux monopoles des plates-formes propriétaires exploitant les données de ses utilisateurs en échange de services «gratuits». Sur base d'une feuille de route de 3 ans, elle décidait de développer des alternatives libres à ceux-ci.

Contributopia

Voici un an, elle lançait Contributopia, une nouvelle campagne qui, tout en s'axant sur les utopies numériques, s'articule à nouveau, c'est la ligne de force de l'association, à des actions et projets concrets. Le premier résultat tangible est PeerTube, une alternative éthique à YouTube. Derrière chaque nouveau service et produit des GAFA, explique l'équipe Framasoft, *il y a une vision de la société qui fait de nous des objets de consommation. En déconstruisant les types de dominations qu'ils exercent sur leur public -dominations technique, économique, mais aussi politique et culturelle-, nous avons pendant plusieurs années donné à voir en quoi l'hyperpuissance de ces acteurs mettait en place une forme de féodalité*.

Plus de 30 services alternatifs

Et comme montrer du doigt n'a jamais mené très loin, il a bien fallu initier un chemin en prouvant que le logiciel libre était une réponse crédible pour s'émanciper des chaînes de Google, Facebook & co. En 3 ans, Framasoft a agencé plus de 30 services alternatifs, libres, éthiques, décentralisables et solidaires. Aujourd'hui, ceux-ci accueillent plus de 400.000 personnes chaque mois. Sans espionnage, sans revente de données des utilisateurs. Sans publicité et sans modèle d'affaire de croissance perpétuelle.

Mettre l'humain au centre

Plus que des outils, il s'agit de défendre des valeurs et de fédérer des communautés qui défendent des alternatives au système défendu par les GAFA, NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) et autres BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). *Que ce soient dans les associations, des entreprises de l'économie sociale et solidaire, des regroupements, des collectifs, chacun contribue, à sa manière, à proposer des alternatives qui mettent au centre de leurs préoccupations l'humain et les libertés. Ce n'est donc pas une surprise si c'est auprès de ces personnes que les discours du logiciel libre et de sa culture font mouche : nous partageons ensemble des notions d'éthique, de solidarité et de contribution*.

Travailler de concert avec le secteur associatif

C'est donc avec cette communauté que Framasoft veut continuer l'aventure avec Contributopia. *Tout l'enjeu est de trouver comment concevoir et proposer des outils qui sont pensés hors des sentiers battus et rebattus par ces entreprises silos dont le seul but est de moissonner nos données. Nous voulons travailler de concert avec nos alter-égo du monde des communs et approfondir nos relations avec les réseaux de l'éducation populaire et le secteur associatif. A nos yeux, c'est en contribuant pour et avec ces personnes là que les travaux des communautés du logiciel libre peuvent trouver la résonance qu'ils méritent dans la société civile. Contributopia veut ainsi tisser des liens de plus en plus privilégiés entre les communautés des libertés numériques et le secteur des associations et de la société civile*. Ce sur base d'une feuille de route à trois temps. Il s'agit de créer et proposer des outils (2017-2018), de transmettre les savoir-faire (2018-2019) et d'inspirer les possibles (2019-2020).

Alternative à YouTube

PeerTube est donc le dernier né d'une grande famille de produits : Framadrive pour stocker ses documents, Framanews pour suivre l'actualité, Framadate pour organiser des réunions. Avec PeerTube, l'association monte d'un cran. *C'est la première fois que nous publions un logiciel d'une telle ambition et d'une telle complexité. Pour cela, nous avons*

fait le pari l'an passé d'embaucher à temps plein un développeur (son pseudo est Chocobozz) afin d'accompagner PeerTube de sa version Alpha (octobre 2017) à sa version bêta (mars 2018), puis à sa version 1.0 (octobre 2018). La plate-forme propose à ses utilisateurs de diffuser gratuitement leurs vidéos sur le web. Dans la même logique de décentralisation des ressources et de services (Framasoft l'a dit et redit, il ne veut pas devenir le Google du libre), PeerTube a été conçu comme un service qu'on installe en créant des instances. Celles-ci hébergeront les vidéos sans les stocker sur des centres de données comme le fait la filiale de Google. Pour la consultation, c'est bien sûr le principe du «peer to peer» (traduisez pair à pair) qui a été retenu.

Chaîne YouTube maison

Pouhiou, alias Chocobozz, le «papa» de PeerTube : *PeerTube est un logiciel que les hébergeurs alternatifs ou les associations peuvent installer sur leur serveur afin de créer un site web d'hébergement et de diffusion de vidéos. En gros vous créez votre propre «YouTube maison». Il existe déjà des logiciels libres qui vous permettent de faire cela. L'avantage, ici, c'est que vous pouvez choisir de relier votre instance PeerTube (votre site Web de vidéos), à l'instance PeerTube de Zaïd (où se trouvent les vidéos des conférences de son université populaire), à celle de Catherine (qui héberge les vidéos de son Webmédia), ou encore à l'instance PeerTube de Solar (qui gère le serveur de son collectif de vidéastes). Du coup, sur votre site Web PeerTube, le public pourra voir vos vidéos, mais aussi celles hébergées par Zaïd, Catherine ou Solar… sans que votre site web n'ait à héberger les vidéos des autres ! Cette diversité dans le catalogue de vidéos devient très attractive. C'est ce qui a fait le succès des plateformes centralisatrices à la YouTube : le choix et la variété des vidéos*.

Instance FramaTube

Chaque hébergeur reste indépendant, et définit ses propres conditions d'utilisation, ce qui permettra à l'utilisateur de choisir le site d'hébergement qui lui convient le mieux. Surtout, PeerTube vous considère comme une personne, et non pas comme un produit qu'il faut pister, profiler, et enfermer dans des boucles vidéos pour mieux vendre votre temps de cerveau disponible. Ainsi, le code source (la recette de cuisine) du logiciel PeerTube est ouvert, ce qui fait que son fonctionnement est transparent. Sans surprise, c'est l'instance de Framasoft, FramaTube, qui est pour l'instant la plus populaire avec celle proposée par l'association française de défense des libertés numériques. La Quadrature du Net. Début de l'été, quelque 150 instances étaient disponibles, pour 4000 utilisateurs et 11.000 vidéos.

Mobilizon

D'ici la fin de cette année, l'association espère proposer un service de pétitions pour remplacer les «aspirateurs à données» que sont change.org et Avaaz. On devrait donc voir apparaître pour les fêtes de l'année un « Framapétitions ». En 2019, la feuille de route se précise. *L'année prochaine, nous allons nous consacrer à un autre service d'importance : Mobilizon. Au départ, l'idée était de proposer une alternative à Meetup.com ou aux événements Facebook. Mais les fonctionnalités se précisent, et ce sera bien plus que cela. Nous espérons en faire un outil de mobilisation, bien sûr décentralisé*. Car Framasoft l'a dit et redit, elle ne souhaite pas être le Google du libre. D'où la mise en place d'un programme d'essaimage, les CHATONS (Collectifs des Hébergeurs Alternatifs Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires). En Belgique, deux structures font partie du réseau des Chatons. Clomut à Liège et la toute nouvelle coopérative Nubo à Bruxelles, cofondée par les associations Abelli (l'Association Belge de Défense du Logiciel Libre), Cassiopéa, Domaine Public et Nestor.

La route est longue mais la voie est libre

S'allier pour se renforcer sans s'étendre, c'est le choix que Framasoft a fait. Cela passe par des alliances, en France avec le secteur de l'éducation populaire, dont les CEMEA avec lesquels une convention va être signée, et en Belgique avec celui de l'Education permanente. «*Framasoft a affirmé sa volonté de ne pas faire du logiciel libre une fin en soi, mais bien un moyen au service d'un monde plus juste et plus durable. Vu la taille de notre association (27 bénévoles, 8 salarié.es) et ses ressources basées uniquement sur le don, cet objectif ne pourra être atteint qu'en nouant des alliances et en construisant des ponts avec des structures partageant les mêmes buts et valeurs que Framasoft, même si leurs thématiques centrales peuvent être éloignées du logiciel libre. La route est longue, mais la voie est libre*»

Le libre, condition fondamentale de l'exercice de la citoyenneté

De passage à Bruxelles, début septembre, à l'occasion du salon Educode, Richard Stallman, le père du logiciel libre, insiste sur l'importance de tenir le cap, notamment dans le secteur de l'enseignement et de la formation : « *Il faudrait refuser tout équipement ne fonctionnant pas en logiciel libre pour uniquement utiliser des applications qui sont contrôlées par une communauté d'utilisateurs. Ce sont eux qui doivent avoir le pouvoir, pas les développeurs. J'ai lancé le système d'exploitation GNU en 1984 dans ce but : pour qu'on puisse utiliser un ordinateur en toute liberté. En 91, le système était presque complet. Seul manquait le noyau. C'est à ce moment que quelqu'un d'autre, Linus Torvalds, en a publié un : Linux. Mais il n'était pas libre. En 92, il l'a rendu libre et la combinaison GNU/Linux a été le premier système d'exploitation libre à pouvoir fonctionner dans un PC. Cette liberté est fondamentale pour l'exercice de la citoyenneté. C'est pour cela que les écoles, et plus globalement tout le secteur de la formation et de l'enseignement, devraient uniquement enseigner du logiciel libre pour transmettre ces valeurs démocratiques de solidarité et de partage. Cela permettrait en outre à une nouvelle génération de programmeurs de maîtriser leur art. Enseigner l'utilisation d'un programme non libre, c'est implanter la dépendance à l'égard de son propriétaire, en contradiction avec la mission sociétale de la formation et de l'Éducation permanente* ».

LA PROFONDEUR DES CHAMPS

Par Michel LORIAUX

Portraits de femmes seules en agriculture
Entretien par Elodie Weymels, journaliste

Le photographe Michel Loriaux est allé pendant près d'un an et demi à la rencontre de femmes qui s'occupent seules d'une exploitation agricole en Ardennes belges. Touché par les propos d'une agricultrice rencontrée lors d'un précédent travail, ce photographe engagé a voulu aller à leur rencontre, pour connaître leur quotidien. Il en est revenu avec des portraits plus poétiques que politiques, des photos de femmes dans un quotidien où les vaches prennent presque toute la place... et quelques chats aussi !

Comment vous est venue l'idée d'aller à la rencontre d'agricultrices ?
Dans le cadre des élections de 2014, j'avais réalisé pour la RTBF une série « Crash Test » où les chefs de parti partaient dans la région d'un citoyen qui lui faisait rencontrer des personnes ayant, comme lui, des choses à dire. Un professeur des écoles avait ainsi emmené Emilie Hoyos voir une agricultrice, Mme Gonay. Elle est vice-présidente de l'Union des agricultrices wallonnes et présidente provinciale de la Fédération wallonne de l'Agriculture. J'ai été touché par son discours. A tel point que j'ai voulu la photographier dans son univers. Ma décision était prise.

Comment rentre-t-on dans l'intimité de ces femmes certainement pudiques, dures à la tâche ?
Ce n'est pas évident. J'en ai rencontré beaucoup qui n'ont pas accepté. Elles me disaient : A quoi ça sert ? et je leur répondais : Vous avez une boucle d'oreille, là, ça ne sert à rien non plus à proprement parler ! Mais c'est beau, cela vous fait plaisir, cela vous met en valeur, c'est une partie de vous... J'y suis allé avec mon discours direct, honnête, plein de curiosité. « La vie est trop courte pour être timide » disait Cartier-Bresson, cela mène tout mon travail !

Comment vous êtes-vous préparé ?
Je ne voulais pas d'un reportage photographique engagé, même si d'habitude, c'est plutôt ce que je fais... Non, je voulais les suivre dans leur quotidien, voir comment elles se débrouillent et bénéficier aussi de la magnifique lumière de l'Ardenne, surtout au petit matin !
Concrètement, je suis allé à la Foire de Libramont et j'y ai rencontré des exploitants dont un m'a mené vers Michèle, exploitante à Bertrix. Après énormément de palabres, elle a bien voulu que je la suive. C'était ma première porte.

C’était un travail de patience pour me faire un peu oublier. Parfois, je les laissais tranquilles un temps puis je revenais. Mais au début, elles m’ont accueilli en se disant : Ce type va me suivre toute la journée ? C’est pas possible... Finalement, cela s’est bien passé.

Qu’avez-vous ressenti auprès d’elles ?
De la frustration car c’est dur ce qu’elles font. Cécile par exemple, son mari est décédé mais elle a voulu continuer. Elle s’occupe seule de 600 têtes de bétail. Pourquoi elle fait ça... parce que c’est ce qu’elle a toujours fait avec son mari, parce que la ferme c’est sa vie et les bêtes une vraie passion. Elle arrive à sortir quand même un peu mais pas beaucoup. Du découragement parfois : il faut être rationnel, les femmes sont moins fortes physiquement que les hommes et quand un taureau ne veut pas rentrer dans une étable, c’est mission impossible pour elles de se faire « obéir » ! Elles ne se sont pas dévoilées facilement mais quand même... Ce sont des femmes terre-à-terre surtout qui portent beaucoup mais savent ce qu’elles ont à faire. Et puis il fallait voir comme elles étaient amusées par mon manque de connaissance de la ferme !

Elles ont toutes pris un malin plaisir à me tester. Michèle qui m'avait invité à manger un poulet fermier m'a demandé d'aller rentrer une vache dans l'enclos pendant qu'elle finissait de préparer... J'ai mis 3/4 d'heure et encore, avec un peu d'aide ! Elle a bien ri.

Que retenez-vous de cette année et demie aux champs ?
Ces agricultrices connaissent la solitude, parfois le découragement. Mais surtout, elles sont fières de ce qu'elles font et elles réussissent et s'entraident. Elles restent des femmes aussi : certaines ne manqueraient pas un bal, d'autres qui me recevaient pour la première fois couraient chez le coiffeur et se montraient sous leur meilleur jour le lendemain, je le remarquais tout de suite.
Et elles sont pleines d'humanité. Certainement parce qu'elles savent ce que c'est que la dureté de la vie. Michèle a été très touchée par le sort des réfugiés syriens et elle m'a demandé comment se mettre en contact avec un réfugié qui voudrait venir l'aider contre le gîte et le couvert.

ARTICULATIONS

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique. Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

MÊME PLUS PEUR !

Si la planète devient inhabitable, comment sauver l'humanité ? Si l'humanité redevient sauvage, comment sauvegarder la planète ? Une tension qui devrait habiter toutes celles et tous ceux qui, dans les médias, l'enseignement ou l'éducation populaire, se donnent mission de formation, d'information, de transformation ou d'émancipation. C'est le cœur de ce dossier articulations dans lequel nous retrouverons des analyses et des récits d'expériences.

Nous tenions à remercier *L'Association*, une maison d'édition de bande dessinée française créée en 1990 en réaction à l'académisme du paysage éditorial de l'époque. *L'Association* s'est peu à peu imposée comme un modèle de référence de l'édition indépendante et alternative (https://www.lassociation.fr/fr_FR/#!accueil).

Dossier réalisé par Teberdar ALAR, Anissa AYADI, Julien CHARLES, Paul HERMAN, Myriam VAN DER BREMPT
L'Âge de fer : Planches choisies par Claire FREDERIC et Anouk GRANDJEAN
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

L'Âge du fer

L'ASSOCIATION poursuit ses rééditions de Gébé, un des plus grands auteurs du XXe siècle sur tous les plans (poétique, graphique, politique). Dans L'Âge du fer, il n'y a plus rien de minéral, de végétal, d'humain: rien que des boulons, des écrous et de la tôle à perte de vue. On est proche du Gébé de la Lettre aux survivants, celui qui tire la sonnette d'alarme en nous montrant ce que pourrait être bientôt le pire, s'il n'est déjà là. Et toujours avec l'esprit et la classe qui font de lui le plus visionnaire de tous. Un livre avec une longue préface de François Cavanna.

© Gébé & L'Association, 2009

Service des cas fous

L'ASSOCIATION est heureuse d'avoir procédé à l'un des autres projets de réédition qui tenaient fort à cœur à Gébé: Service des cas fous, histoires courtes parues dans Charlie et en album Dargaud en 1985, mettant en scène une brigade chargée de résoudre les problèmes les plus absurdes survenant dans notre société.

© Gébé & L'Association, 2006

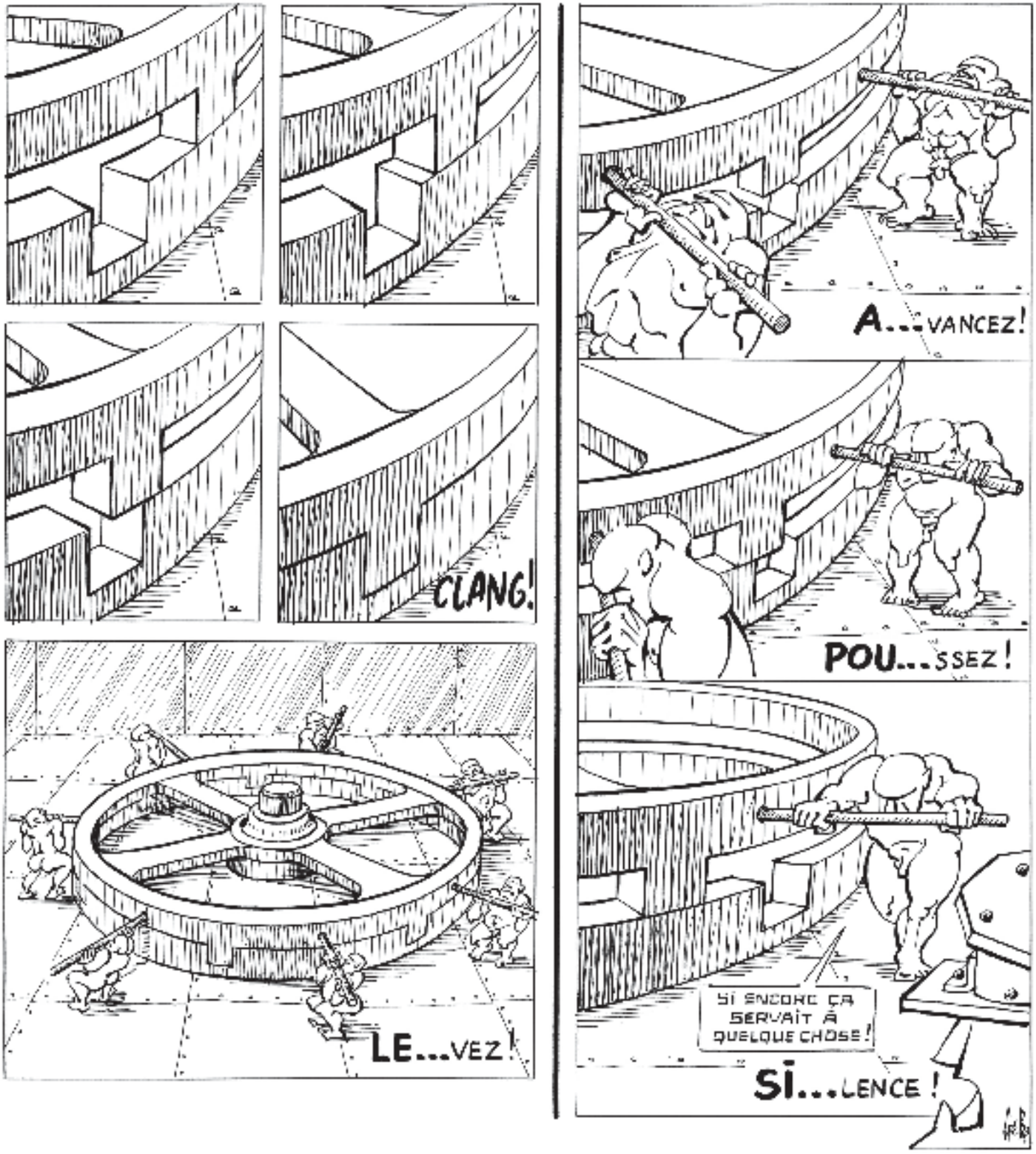
L'An 01

L'An 01, livre, film, philosophie mythiques de l'après 68, rendu redisponible grâce à L'ASSOCIATION dans une version augmentée de nombreuses pages du Charlie Hebdo de l'époque. Si le monde avait fait comme le disait alors Gébé, on n'en serait pas là. Il n'est peut-être pas encore trop tard. Utopie? Ou bientôt simple bon sens? En tout cas un livre indispensable à tous niveaux.

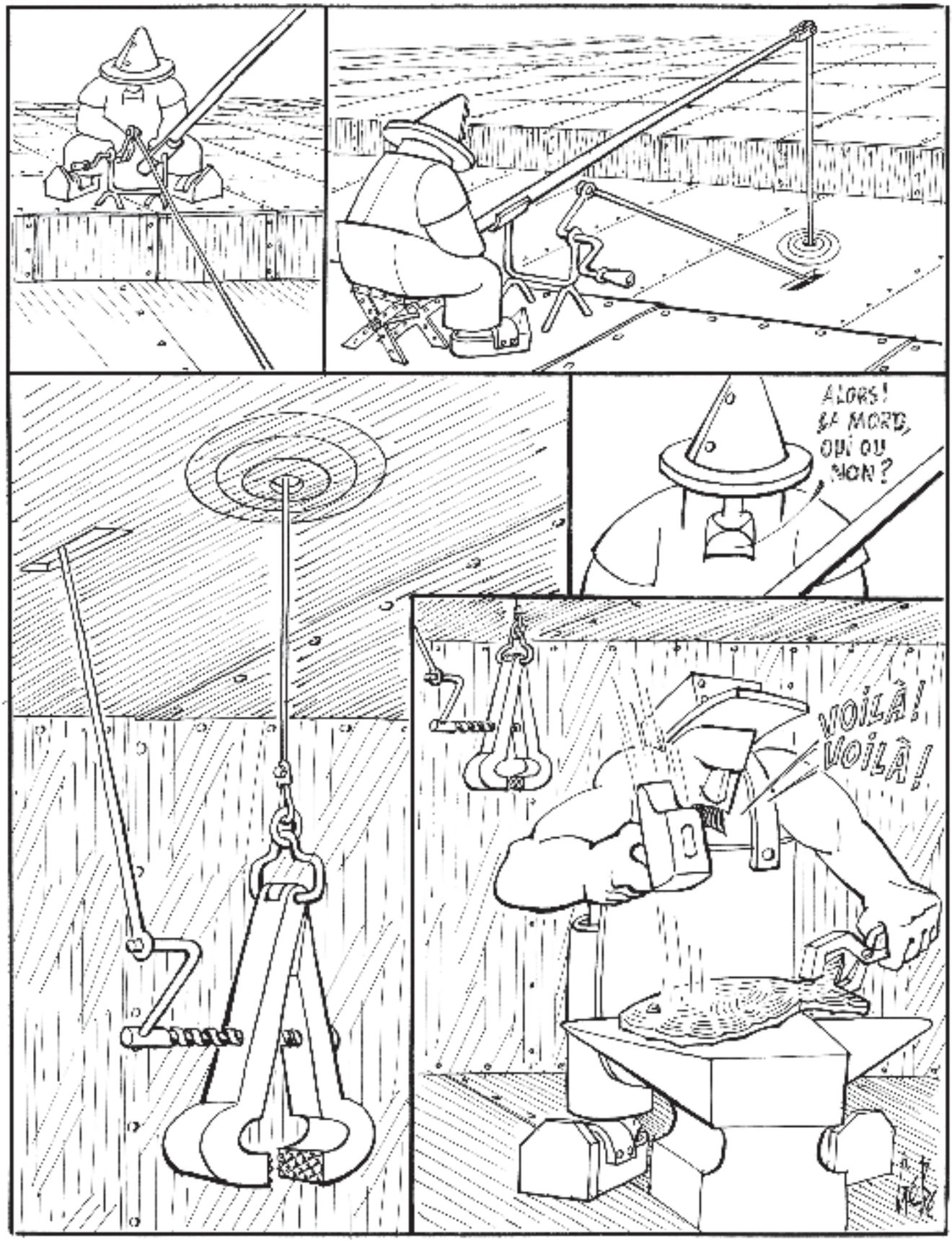
© Gébé & L'Association, 2000

ET DONC, AUJOURD'HUI..

L'AGE DU FER TRAVAUX FORCÉS



L'ÂGE DU FER_LA PÊCHE



CONTRE-ATTAQUER

Par Paul HERMANT
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

« Quand on vous dit après moi les mouches, il faut comprendre que nous sommes les mouches.
Nous sommes les mouches qui restent une fois que l'on a dit après moi le déluge.
Nous sommes les mouches du déluge…».

C'est un petit livre que rien n'invite à feuilleter, le titre est tiré par les cheveux, on dirait une enseigne de coiffeur ou de restaurant bio, c'est un vilain jeu de mots : « Capitalexit ou catastrophe ». Mais il attire le regard parce que ses deux auteurs portent le même nom, Sève, et que cela invite à la curiosité. On ouvre alors ce livre de dialogue entre Lucien, le père philosophe, et Jean, le fils historien, et l'on tombe sur cette double interrogation : « Si la planète devient inhabitable, comment sauver l'humanité ? Si l'humanité redevient sauvage, comment sauvegarder la planète ? ». Et l'on se dit qu'il s'agit là d'une description parfaite de la tension constante qui existe entre la question anthropologique et la question écologique, une tension qui devrait habiter toutes celles et tous ceux qui, dans les médias, l'enseignement ou l'éducation populaire, se donnent mission de formation, d'information, de transformation ou d'émancipation.

La brutalisation de la société et la liquidation des valeurs humaines se déroulent à une vitesse exponentielle, jamais pensée dans cette rapidité. En Europe, comme aux Etats-Unis, aux Philippines ou au Brésil, cette brutalisation de l'humanité et cette liquidation de l'humanisme sont diligentées ou encouragées par des partis politiques qui doivent leur position à un vote démocratique qui semble être devenu tout autant un simulacre qu'un alibi. Les changements climatiques qui hypothèquent gravement l'avenir de l'espèce humaine vivent également une accélération troublante que les rapports scientifiques documentent avec une terreur désormais sensible. Cette conjonction des régressions anthropologique et écologique (que certains, comme l'historien français des sciences Jean-Baptiste Fressoz, n'hésitent pas à regrouper sous le terme générique de carbo-fascisme) était au cœur de la journée de rencontres et de dialogues que le Cesep avait programmée pour saluer son quarantième anniversaire, le 26 octobre dernier.

Qu'une organisation d'éducation permanente et qu'un organisme d'insertion socio-professionnelle comme le Cesep ait choisi, à l'occasion d'un retour sur son passé, de faire place à « Ce qui nous arrive » n'a évidemment rien de fortuit[1]. Car il s'agissait finalement moins de prendre la mesure de ce qui conditionne le travail effectué tous les jours par les équipes que de souligner le fait que cette mesure bouge et change désormais tout le temps. Et si prendre en compte ces fluctuations constantes n'est pas une chose simple, il s'agit pourtant désormais d'une donnée désormais essentielle pour les travailleuses et les travailleurs du sociopolitique et du socioprofessionnel comme évidemment pour les populations auxquelles ils s'adressent.

Les quelques mots sur les mouches et le déluge posés dans la citation en tête de cet article proviennent d'un autre anniversaire. Celui de Mai 68, célébré il y a quelques mois au Théâtre Poème, à Bruxelles. Il s'agissait de se souvenir et de faire récit de ce qui restait en tête, de ce qui demeurait entêtant, de ce qui peut-être avait fait testament. Mais aucune sorte de narration n'était évidemment plus possible. Car quelle mémoire et quels mots aurait-il fallu convoquer pour commémorer un événement à qui, réalistement, il aurait fallu demander d'avoir vraiment réalisé l'impossible et qui ne l'avait pas fait ? En mai 1968, le rapport Meadows, qui allait bientôt imposer l'idée d'un monde fini et d'une croissance intenable, n'avait pas encore paru, il ne le serait que quatre années plus tard. Pourtant les journées de Mai et les mois qui ont suivi en avaient porté l'intuition. Il suffit pour s'en rendre compte de feuilleter des journaux et des revues de l'époque ou de visionner d'anciennes émissions de télévision : la précision des chiffres, des graphiques et des projections est à proprement parler glaçante. Le réchauffement de la planète, la montée des eaux, la fonte de la calotte, les sécheresses, les inondations, tout cela nous le savions donc. Cet étonnement face à un savoir enfoui (« nous savions donc et nous n'avons rien fait ? ») répond comme dans un miroir à une sidération plus contemporaine (« voilà que nous sommes à nouveau mis devant le fait de savoir à nouveau et qu'à nouveau nous ne faisons rien ! »). Nous sommes ces mouches d'aujourd'hui qui dialoguons avec les lucioles que Pier-Paolo Pasolini avaient perdues de vue en 1975.

Quelques mois avant son assassinat, le cinéaste italien avait en effet écrit dans le Corriere della Serra un article resté célèbre et dans lequel on trouve ces phrases : « *Au début des années 60, à cause de la pollution atmosphérique et, surtout à la campagne à cause de la pollution de l'eau (fleuves d'azur et canaux limpides), les lucioles ont commencé à disparaître. Cela a été un phénomène foudroyant et fulgurant. Après quelques années, il n'y avait plus de lucioles* ». Bien entendu, en parlant des lucioles Pasolini ne parlait pas que des lucioles. Il visait allégoriquement ces feux qu'il estimait éteints, ces résistances qui s'affaissaient, cette classe ouvrière qui s'éparpillait, cette beauté qui disparaissait. Que devrions-nous dire alors, nous qui avons bien noté qu'une récente étude allemande quantifie à 80% le taux de disparition des insectes volants depuis 15 ans ?

Au moment où Pasolini écrit sur les lucioles, Allende est déjà tombé au Chili et le général Pinochet s'occupe d'y mettre en place le premier régime de type néolibéral. Un régime que l'on pourrait aujourd'hui qualifier d'austéritaire, mais qui à l'époque ne faisait qu'anticiper la consécration des politiques musclées de Margareth Thatcher et de Ronald Reagan. La décennie '80 fut en effet celle de la victoire tant économique que culturelle de l'école de Chicago[2] comme les années '90 seront celles où furent définitivement ruinés les espoirs d'une réponse honnête à la question écologique. Un article récent du New-York Times relate assez clairement comment les lobbies du carbone se sont occupés de faire échouer toute prise en compte structurelle de bouleversements climatiques dont l'effectivité était pourtant reconnue par une grande partie des gouvernements mondiaux[3]… C'est cette conjonction mortifère entre la menée de politiques d'austérité et la négation de la question climatique que nous payons aujourd'hui.

Dans son film « Un héritage empoisonné », Isabelle Masson-Loodts, qui était présente le 26 octobre dernier, ne traite pas de ce qui est perdu, mais de ce qui perdure. Le documentaire commence dans des champs cultivés qui furent des champs de bataille en 1914-18. On y voit des obus non explosés, des bouteilles ayant contenu des gaz, toutes sortes de produits toxiques et délétères affleurant ici et là : « 4 ans à détruire et 20 ans à remettre en culture » dit quelqu'un en regardant ces terres dont l'Etat français, à l'époque, estima à 120.000 le nombre d'hectares à jamais perdus… A voir le film, il aurait peut-être mieux valu qu'ils le soient. Cent ans plus tard (autre anniversaire), nous vivons toujours dans les déchets d'une guerre qui devait être la dernière. Alors, lorsqu'Isabelle Masson fait le lien avec l'enfouissement des résidus nucléaires à Bure, petite commune rurale de cette Meuse toujours traumatisée par les sols retournés depuis 1914 et où l'Etat compte enterrer de la radioactivité pour bien plus longtemps encore, on ne peut se poser qu'une et une seule question : de qui sommes-nous les déchets de demain ? De quoi, nous le savons, nous en avons parlé plus haut. Mais de qui, la question est d'importance. Et se pourrait-il que les pauvres, les appauvris, celles et ceux qui aujourd'hui vivent un processus quasi planifié d'appauvrissement figurent parmi les surnuméraires de demain ? C'est en tout cas l'hypothèse de Daniel Tanuro, ingénieur agronome et membre de Climat Justice Sociale qui, évoquant, lors de la journée anniversaire, la perspective d'une terre-étuve et la réduction de moitié de la population mondiale qui devrait s'ensuivre, ajoute que la survie de l'humanité se ferait de toute façon « au prix de l'élimination des plus pauvres, qui sont les moins responsables du changement climatique ! ». Cette pente mentale qui nous amène à trouver presque logique que les plus faibles disparaissent du paysage ou subissent de telles pressions et des tels harcèlements qu'ils finissent par s'estomper eux-mêmes du paysage social, Christine Mahy du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté l'a nommée du terme « habituation ». Cette notion qu'elle apporte et qui dit l'accoutumance à un stimulus, comme il vient aux chiens récompensés pour chasser, traduit aussi le recul de la politisation de la question sociale et le retour à des processus et des opérations charitables qui ressassent le spectacle de la misère comme repoussoir et déversoir. De ce point de vue, les Territoires Zéro Chômeurs que présentait Laure Toulemonde, directrice adjointe de la Fabrique de l'Emploi dans les Hauts de France[4], constituent une réponse plausible, à hauteur d'hommes et de femmes, à la question de la disqualification et de la disparition sociales. Postulant que personne n'est inemployable et qu'il y a du travail (et de l'emploi) pour tout le monde, ces Territoires indiquent en tout cas qu'il existe un au-delà local à la désintégration mondialisée et qu'il n'est pas impossible de redévelopper une économie de quartier, rapprochant ainsi la production ou les services de leurs premiers utilisateurs. Car cette reprise en mains, qu'Emmanuel Dockès appellera une « contre-attaque », est d'autant plus nécessaire qu'il est moins question de « rêver » un lendemain idéal (Emmanuel Dockès qui est l'auteur de l'ouvrage le plus décapant sur l'utopie de ces dernières années avouera même être un rêveur fort médiocre) que d'en préparer sans attendre les conditions de réalisation. Au centre de cette dynamique, il y a la question de la propriété qui ne peut s'imaginer que de façon « fondante » – « Personne ne peut avoir un droit sur les choses plus long que sa propre vie. En d'autres termes, les droits sont viagers ». Cette question propriétaire est aussi de celles que travaille Philippe De Leener, professeur en économie politique à l'UCL– « Il n'existe aucune possibilité de sortir du système sociétal *contemporain sans travail*

ni expérimentation sur les systèmes et modalités d'appropriation et les systèmes et modalité de transmission des patrimoines ». Sur notre table, il déposera également la notion essentielle des « alternatives dérisoires », à savoir la manière dont des initiatives prétendant lutter contre le système capitaliste, par exemple, en viennent finalement à le consolider ou à le justifier par défaut, et les exemples sont en effet légion…

De sorte qu'en grappillant d'intervention en intervention, nous nous retrouvons ainsi, en fin d'après-midi, devant une sorte de cadastre, un inventaire, peut-être un plan de marche. Laisser le carbone dans la terre, rapprocher la production des quartiers, briser l'automaticité, des transmissions propriétaires, réduire le temps de travail, créer des emplois dans la restauration des écosystèmes, partager les richesses, créer des pôles de résistance territoriaux contre les grands projets nuisibles et inutiles, socialiser les secteurs de l'énergie et du crédit, se débarrasser des machines conçues et vendues « *par des gens que je ne connais pas et qui ne me connaissent pas* » …

Tout cela supposant un préalable essentiel : se déshabituer. Et une méthode : contre-attaquer.

Même plus peur.

Pour aller plus loin

- Philippe De Leener, « Transitions économiques, En finir avec les alternatives dérisoires », Editions du Croquant

- Emmanuel Dockès, « Voyage en misarchie, Essai pour tout reconstruire », Editions du Détour

- Isabelle Masson-Loodts, « Paysages en bataille », Editions Nevicata

- Daniel Tanuro, « L'impossible capitalisme vert » et « Le moment Trump », Editions La Découverte

1. On trouvera ailleurs dans ces pages des traces et des témoignages d'actions engagées depuis plusieurs mois et qui tentent, chacune à leur mesure, chacune à leur façon, de traduire les réponses que les équipes apportent à ces bouleversements qui les traversent et les affectent.
2. L'école de Chicago, où l'on retrouve notamment Milton Friedman, passe pour avoir été au centre de la théorisation de l'économie dite néolibérale.
3. Voir https://www.letemps.ch/sciences/avons-perdu-combat-contre-changement-climatique
4. Voir article « Aux bords du capitalisme. Expérimenter pour réparer le travail » p.26-28

AUX BORDS DU CAPITALISME

Expérimenter pour réparer le travail

Auteurs : Teberdar ALAR, Julien CHARLES, Paul HERMANT
Interviewés : Véronique CANTINEAU, Luc DERIEZ, Paul TIMMERMANS
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Depuis quelques mois, un groupe de travailleurs et de stagiaires du CESEP se réunit pour réparer le monde du travail. Cette ambition démesurée s'inspire d'autres initiatives tout aussi utopiques. Pour présenter ces points de repères et saisir leur articulation avec nos activités de formation en insertion socioprofesionnelle, nous avons organisé une rencontre avec Véronique Cantineau (directrice du secteur ISP au CESEP), Paul Timmermans (qui s'attèle à la mise en place d'un Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Charleroi) et Luc Deriez (du réseau Repair Together).

Réparer les machines, les gens, la société

Véronique : Les personnes qui viennent en formation sont demandeuses de bien plus que l'acquisition de compétences. Ce que le participants retiennent de leur passage chez nous, c'est surtout l'augmentation de leur confiance en eux. Même s'ils passent parfois par des moments difficiles, ils se considèrent à nouveau capables d'apprendre et de réaliser quelque chose. Mais c'est parfois difficile, il y a des blessures à « réparer » pour y parvenir : licenciement sauvage, répétition de refus d'engagement pour des éléments hors de portée (trop ou pas assez jeune, trop ou pas assez d'expérience…), attentes démesurées des employeurs qui cherchent un mouton à cinq pattes, poids d'un échec scolaire, discours stupides du genre « quand on veut, on peut » ou « chômeur égale parasite », prescriptions d'agitation de certains conseillers, injonctions paradoxales... Et la liste pourrait être allongée ! Si on répare ces blessures, le défi est aussi de sortir du rôle de pion utile à la persistance d'un système toxique.

Luc : Dans les Repair café, le produit d'appel, c'est de réparer des objets et de réduire les déchets. On travaille aussi sur de la cohésion sociale, sortir les gens de l'isolement, reparler à son voisin. La troisième chose, c'est la transmission des savoirs pour rendre les gens moins bêtement dépendants des fabricants des appareils qu'ils achètent, pour récupérer du pouvoir d'agir très concret. Aujourd'hui, acquérir de la connaissance, c'est devenu une forme de lutte de pouvoir. C'est pour ça que l'on défend un droit à la réparation, à avoir des produits réparables, qui est un outil pour ne pas laisser trop de pouvoir dans les mains des entreprises capitalistes.

Paul : Du côté des Territoires Zéro Chômeur, on répare un stéréotype lourd qui fait que la majorité des chômeurs est souvent considérée comme indigne. Quand on a envie de bosser, si les conditions de travail sont dignes et si le droit du travail est respecté, il n'y a pas besoin de relifting, de validation des compétences, de formations. Les chômeurs vont être engagés sans aucune discrimination, sans prérequis, simplement sur leur désir de bosser, sur le déclaratif « je suis capable ». C'est là qu'il y a quelque chose à réparer, une logique à renverser : plutôt que d'activer les chômeurs, on veut activer les coûts du chômage pour financer des emplois, à durée indéterminée et à temps choisi, qui ont du sens pour les chômeurs et qui sont utiles sur le territoire.

Penser l'accès des personnes en situation de pauvreté

Paul : Avec ces CDI à temps choisi, il y a forcément un revenu pour les chômeurs de longue durée qui aide à sortir de la pauvreté. Il y a aussi une sécurité sociale, au sens strict et au sens large : avec un CDI tu te projettes plus loin dans le futur. Ca transforme les gens. C'est vraiment

impressionnant quand tu visites ces entreprises : les travailleurs, ils parlent de leur boulot comme s'ils étaient là depuis 10 ans alors qu'ils sont là parfois depuis 15 jours. Est-ce qu'il est cadre ou salarié ? Est-ce qu'il est là depuis longtemps ou pas ? Quand tu passes la porte et que tu leur parles, tu ne sais pas dire et tant mieux : c'est un travailleur, point.

Véronique : Les participants perçoivent une prime de formation dont le montant n'a pas été revu depuis plus de 15 ans. Elle n'a même pas été indexée ! Ils bénéficient aussi d'une intervention dans les frais de déplacement et de garde d'enfants, via le contrat de formation. Mais ce contrat peut aussi être une source de diminution de revenu : l'arrêter avant terme pour une raison qui n'est pas considérée comme valable par le service de contrôle entraîne la suspension des allocations de chômage. Nous observons alors les effets en spirale de la pauvreté : des personnes qui n'ont pas de voiture ne passent pas leur permis de conduire et se voient refuser une partie des emplois peu qualifiés comme les titres-services. Les personnes qui n'ont pas d'argent de côté ne savent pas déposer de garantie locative. Pour affronter ces problèmes, nous avons un service d'accompagnement et nous organisons des modules sur les démarches possibles pour y palier. On sait que ces solutions sont d'une portée limitée, on préférerait évidemment avoir une baguette magique !

Luc : Bizarrement, au début, on a été taxé de bobos, alors que pas du tout ! Aujourd'hui, on voit bien que les Repair cafés se développent plus dans les quartiers paupérisés, fragilisés. Les régies de quartier et les contrats de quartier durable, c'est des espaces qu'on a investis intensément. C'est là que ça fonctionne le mieux aussi. On développe plein d'activités dans ces quartiers difficiles, on peut y faire avancer le schmilblick plus rapidement qu'ailleurs. Pourquoi? Parce que ça rapporte directement à la personne qui vient, pas à quelqu'un qui a un pouvoir supérieur, à un organisateur ou à un propriétaire : on augmente le pouvoir des gens eux-mêmes à travers un échange direct entre citoyens.

On ne transige pas avec l'égalité

Luc : Ce que je veux dire avec cette idée d'échange direct entre citoyens, c'est qu'on travaille de façon tout à fait horizontale. On est là pour activer des initiatives, pas des chômeurs. La démocratie fait donc partie de notre quotidien : c'est ouvert à tous et ça fonctionne sur base de la participation libre de chacun. On a aussi besoin de la démocratie parlementaire, d'une loi contre l'obsolescence programmée pour faire des procès, pour attaquer les entreprises en justice comme ils peuvent le faire en France contre Apple, Epson et cetera. Ici, on peut juste faire du bruit et du lobbying. On est dans une lutte de pouvoir pour récupérer un peu de notre autonomie face aux objets qui nous entourent.

Paul : Dans les principes qu'on se donne pour faire avancer le Territoire Zéro Chômeur à Charleroi et dans ce que j'ai vu des expériences françaises, il y a dès le départ le fait d'associer les demandeurs d'emploi à la conception du projet et à l'identification des besoins. Dans les critères de sélection des Territoires, la mobilisation des acteurs locaux importe bien plus que la conformité à des indicateurs comme le taux de chômage ou les frontières du territoire. Dans l'Entreprise à but d'emploi, il faut aussi que les pratiques de gestion de l'entreprise soient collaboratives. Le fait que le recrutement des cadres se fasse sur la même base que les autres recrutements, ça rend ça très naturel. La direction des ressources humaines est assurée par un chômeur du territoire qui peut faire valoir des compétences dans ces matières-là. Et c'est la même chose pour tous les postes. Ça met de l'égalité dès le départ. A Charleroi, ils seront certainement tous syndiqués parce que les syndicats sont parties prenantes du projet dès le départ. Mais il faut penser à aller plus loin aussi et organiser un Conseil des salariés parallèlement au Conseil d'administration.

Véronique : L'égalité et la citoyenneté, c'est pas le point fort de la formation professionnelle. Néanmoins, depuis quelques mois, des BRI-Co sont organisés (Bureaux de recherches et d'investigations communs). Ils permettent d'approcher les difficultés rencontrées par les stagiaires à réaliser leur projet professionnel, d'identifier ce qui devrait être réparé. Plus qu'un lieu d'expression, de partage et de reconnaissance, ces ateliers peuvent déboucher sur une

autre manière de regarder sa situation, un autre positionnement, des interpellations, voire des actions concrètes. La participation d'un stagiaire à cet interview et à la mise en œuvre d'une Entreprise de cocréation d'emplois à vocation territoriale en est un bon exemple.

Exister aux bords du capitalisme pour le corroder

Luc : On entend beaucoup dire autour de nos initiatives : « et si on faisait de l'emploi avec tout ça ? ». Mais nous on veut que ça reste citoyen. On ne va pas recommencer à privatiser ! Chez nous, il n'y a pas d'argent. Quand il y en a, c'est pour payer un coup, manger un bout, acheter des pièces ou des rustines. J'ai l'impression qu'on marche à côté du capitalisme. C'est comme quand on s'installe dans des quartiers où il y a des dealers : qu'ils fassent leur truc dans leur coin, on s'en fout. Il y a un système qui fonctionne pas ? Nous on fait autre chose. Mais il y a quand même des connexions, on fait partie de ce système, on nous donne quand même des subsides. Par contre, quand les magasins Brico annoncent qu'ils nous soutiennent, on refuse : pas d'approche mercantile, point. On a aussi refusé un financement d'ENGIE-Electrabel, ça ne nous intéresse pas.

Paul : Ceux qui disent que le travail c'est des conneries, c'est ceux qui ont du travail bien payé. Ce qui me paraît déterminant, c'est de considérer que chacun a le droit de contribuer par son travail à un effort social, sur base volontaire à l'entrée, sans perte des droits sociaux à la sortie, et dans le temps que tu décides d'y consacrer. Si tu penses qu'il faut travailler cinq jours pour retrouver des revenus et de la dignité, pourquoi pas? Si tu penses que tu as assez avec trois jours et que le reste du temps tu fais ton jardin, tu t'occupes de tes voisins ou tu cherches un autre boulot, tant mieux aussi. Ça, c'est quelque chose qui casse les codes de façon révolutionnaire. Ca ne casse pas le travail mais ça le transforme : on en fait le cadre de relations sociales respectueuses. Et quand les gens ont du boulot, on est en capacité de parler de l'avenir et de commencer à faire du travail d'Education permanente. Si le mec qui gagne du fric commence à en faire des conneries, si accéder au travail c'est avoir de l'argent pour acheter de la merde, tu peux commencer à discuter.

Véronique : Il faut reconnaître que l'insertion est incrustée dans le capitalisme et compose avec ses outils de gestion : on compte le nombre d'heures, le nombre de sorties positives de formation et cetera. Mais les participants s'appellent Valérie, Giovana, Habiba, Tarik, Albert. C'est sur cette base qu'on a décidé d'avancer avec le groupe « Travail », à l'occasion des 40 ans du CESEP. Aujourd'hui, on affronte avec nos stagiaires la stigmatisation et l'insécurité économique qu'ils subissent, en leur proposant des formations et en offrant une aide à la recherche d'emploi. Mais face au chômage de masse et de long terme, face à la multiplication des contrats précaires et ses conséquences dangereuses sur la société, comment on s'en sort ? On est très inspirés par nos rencontres avec le réseau de Repair café, notre visite d'un Territoire Zéro Chômeur près de Lille et la philosophie misarchique d'Emmanuel Dockès. Sur cette base, on ambitionne de créer une « entreprise de cocréation d'emplois à vocation territoriale ». Avec elle, on voudrait mettre en place des conditions d'accès et de pratique de travail fondées sur les compétences variées des gens qui passent chez nous. On travaillera aussi à l'identification des besoins fondamentaux du territoire auxquels les entreprises classiques ne cherchent pas à répondre. On va créer un lieu qui doit être ouvert sur son environnement direct et y faire de la place pour créer des emplois qui ont du sens et de la qualité, où chacun est citoyen, où le pouvoir des initiateurs fondra au fur et à mesure de nos activités.

BRI-CO

Un an plus tard ? Toujours un peu plus d'audace...

Par Anissa AYADI et Myriam van der BREMPT
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Que s'est-il passé depuis le premier BRI-Co ? C'était celui qui avait investi les quartiers de Bois-du-Luc. Anissa vous le racontait dans le *Secouez-vous les idées* n°112[1]. « Sur la route du politique », titrait alors notre dossier Articulations. Un an après, quelles nouvelles de cette démarche de réenchantement et de repolitisation ?

S'approcher, s'arrêter, reprendre la route

Rappelons d'abord de quoi nous parlions. Dans sa formulation la plus simple, nous dirons du BRI-Co, Bureau de Recherches et d'Investigations sur les Communs, qu'il est un dispositif d'accueil et de rencontre de personnes et de récits de réparation, qui occupe de manière éphémère un territoire d'environ cinq mille habitantes et habitants.

Le BRI-Co prend racine dans une histoire avec ce territoire. Il débute par une traversée : elle peut prendre la forme d'une ethnographie, au sens d'une observation rigoureuse du territoire, et est menée par un Comité de Regards. Au rythme de la marche, ces Regards – de gens qui travaillent et/ou vivent sur le territoire – guident les organisateurs et organisatrices du BRI-Co ; ils montrent et racontent le quotidien et l'organisation du quartier, en soulignent les points saillants. Puis le Comité de Regards quitte la scène et le groupe organisateur prend le relais...

Depuis Bois-du-Luc il y a un peu plus d'un an, de nouvelles personnes se sont réunies autour du BRI-Co et ont manifesté l'envie d'explorer et d'expérimenter ce dispositif esthétique et politique du proche. Et d'appuyer sa légitime existence.

Trois BRI-Co's ont ainsi vu le jour et un nouvel embryon se développe, à quelques souffles de se lancer dans l'aventure. L'un a tout d'abord pris racine à Saint-Gilles. Il s'est ajouté au décor de la place Bethléem. Il a, quatre jours durant, sous l'impulsion de Pietro Emili de *La Maison du Peuple* d'Europe, défait ses valises dans ce quartier animé. Ania Lemin, artiste pluridisciplinaire, a occupé le lieu avec un morceau de son exposition sur l'abri.

Les passantes et les passants ont découvert un espace jusqu'alors endormi, transformé en tiers-lieu et investi par une forme artistique. Ils et elles ont pris le temps de s'arrêter devant, puis dedans : en ouvrant la porte, elles et ils ont découvert un espace sécurisant et ouvert, sans appartenance ; là se sont exprimées et rencontrées des subjectivités. Une table, du café, un croissant et un espace où dire quelque chose des réparations à entreprendre, là tout de suite, pour les partager et puis, peut-être, s'en emparer.

Non pas centrés sur un territoire mais plutôt sur une thématique, deux autres BRI-Co's ont été lancés et testés : ils se sont créés autour des défis qui traversent l'emploi et le travail dans la société contemporaine, avec deux groupes en formation au CESEP. Cela a permis d'explorer des lieux innovants où travail, collectif et démocratie peuvent rimer. Une visite à Loos (France), notamment, a permis d'en entendre davantage sur l'opération « Territoires zéro chômeur de longue durée » – que vous pourrez d'ailleurs découvrir dans ce numéro (p.23).

Poursuivre l'aventure à plusieurs

Peu à peu est née l'envie de parler un langage commun : poser les bases du BRI-Co pour le faire essaimer et donc nous interroger sur ses fondements et ses contours. Et a mûri le projet d'une formation, dont la session-pilote a eu lieu à la fin de l'été. Ou comment transformer la pratique et le vécu des BRI-Co's en un « contenu de formation » nous a permis de prolonger et contraints d'approfondir l'aventure...

L'aventure : n'est-ce pas un des termes qui rendent le mieux compte du dispositif « BRI-Co » ? Et dès lors, peut-on ima-

giner contenir quelque chose qui soit de l'ordre de l'aventure dans un module de formation ? Voilà pourtant la nécessité en forme de défi qui se présentait à nous : de même qu'il faut sans nul doute se préparer beaucoup plus soigneusement quand on part à l'aventure que pour un voyage organisé, il nous a semblé impératif de proposer aux gens qui souhaiteraient mettre un BRI-Co sur pied de se former. Mais par où commencer ?

Il fallait rejoindre ce qui fonde la spécificité et l'identité d'un BRI-Co. A première vue, la forme simple et épurée du BRI-Co peut déstabiliser. Mais à l'inverse, on a tôt fait de le comparer, voire de l'assimiler aux multiples démarches de participation actuelles. Pourtant, s'il peut s'en approcher, le BRI-Co s'en différencie pour plusieurs raisons.

Le BRI-Co fait le pari audacieux de lâcher l'obligation de résultat. Sa durée est brève – 3 à 4 jours maximum – et ses organisateurs et organisatrices sont extérieurs au territoire. Cette virginité libère la parole des principaux protagonistes, habitantes et habitants et décharge les travailleurs sociaux et associatifs eux-mêmes de la pression des résultats.

Mais comment s'assurer alors que les personnes concernées puissent, dès aujourd'hui, assumer leur parole et la porter plus loin si elles le désirent? Avant de se replier, le BRI-Co restitue aux gens qui sont venus leurs productions. Ainsi munies de la liste de leurs réparations, ces personnes, soutenues, si elles le souhaitent, par les Regards, peuvent commencer à s'organiser collectivement pour chercher comment réparer.

Un tout organique

Le BRI-Co, donc, ouvre un beau matin... A peine a-t-il été précédé, quelques jours plus tôt, d'une invitation glissée dans toutes les boites aux lettres du quartier. Bienvenue à l'imprévu, on va laisser une chance à ce qui pourrait advenir. À la rencontre. Le temps qui régit le BRI-Co, c'est celui d'une improvisation maîtrisée, d'une flexibilité qui peut se déployer librement parce qu'il y a un cadre clair.

Dans un BRI-Co, tout est lié : les repas structurent la journée, de l'ail émincé à la table qu'on débarrasse ensemble, on entre, on sort, on échange quelques mots devant la production de l'artiste, on offre un café au visiteur, on parle à qui est là, on circule dans les environs... Ce tout organique peut s'ajuster au mieux, de façon plastique, au contexte quotidien d'un quartier, d'un moment, de conditions matérielles...

Composer avec le territoire : acheter chez le commerçant du coin, rencontrer ceux qui se déplacent dans le quartier à ces heures-là, accueillir ceux qui entrent et/ou sortir pour saluer ceux qui n'entrent pas... Comme organisateurs, on ne vient pas d'ici mais on en prend le pouls. On y respire comme le font les gens.

Avec notamment cette idée qu'on peut laisser les moments informels se dérouler parce qu'on sait que cela va produire quelque chose : au minimum, une mémoire commune, collective, et ce n'est pas rien. Voilà une posture peu courante, qui demande l'audace de renoncer à maîtriser les choses et de reconnaître, dans ces petits moments de l'informel, ces anecdotes et ces virgules, l'émergence des enjeux qui conditionnent les suites possibles de cette aventure.

Une formation BRI-Co pour apprendre à vivre tout cela ? Comment transmet-on un savoir-être ? Dans la formation, les principes du BRI-Co s'éprouvent le plus possible, se sentent, se discutent spontanément autour d'un café dans un lieu étonnant et accueillant. La formation n'est pas détachable totalement du vécu. Elle s'est construite (et évoluera encore) de manière à permettre aux participants d'approcher au plus près de l'esprit du BRI-Co.

Comme dans un BRI-Co aussi, les participantes et participants de la formation en sont les principaux protagonistes : leur connaissance du terrain, en tant que professionnels de l'action sociale, est une donnée essentielle. Et cela même si la formation les amène à décaler leur regard…

Certes, la question du temps peut se poser différemment en formation : on sait pourquoi on s'est inscrit, ce qu'on en attend. Il faut y aborder toutes les facettes de l'organisation d'un BRI-Co. Ainsi la formation propose-t-elle de l'information sur le concept de réparation, sur les nouvelles formes du faire que concrétisent les makers ou les Fablabs, sur les mutations sociétales dans lesquelles le BRI-Co prend sens. Elle permet également de cerner les contours d'une posture adéquate, de prendre conscience des attitudes pertinentes et de les expliciter, d'exercer certains rôles et d'en observer les effets, etc.

« Même pas peur » : le BRI-Co confère de l'audace

Le temps d'une occupation, le BRI-Co redéfinit des rôles : il décale tout le monde de ses habitudes et propose, comme socle pour établir les relations, l'horizontalité. Souvent, cela générera quand même de la méfiance à l'égard du comité organisateur. Voici un ingrédient avec lequel il faudra composer. « Qui sont-ils ? D'où viennent-elles ? Pourquoi ici ?

Que cherchent ces personnes ? Et quelle méthodologie curieuse !? ».

Le cadre et la distribution des rôles doivent donc être clairs. Les habitantes et habitants seront des sujets-acteurs des réparations qu'ils proposent, de leur quartier au monde. Pour le comité organisateur, l'annonce des limites de son action commencera dès l'invitation à prendre part au processus. Et devra permettre aux travailleurs de terrain de voir aussi leur propre posture dans le BRI-Co, en tant que Comité de Regards par exemple, autrement.

Le Brico est un dispositif de commencement, dont le chapitre suivant n'existe pas encore. Car comment créer si tout est déjà écrit ? Libéré de la pression du nombre de participants et des résultats, le BRI-Co ne préjuge pas de son aboutissement, il ne promet rien. Il est un élément d'un récit sur le Territoire. Avec un peu de chance, il sera pour quelque chose dans le déclenchement d'une action, de mains mises en action.

A travers tous ces éléments, les BRI-Co's promeuvent une posture précise, laquelle ne peut s'endosser que dans ces conditions d'égalité. Ce savoir-être requiert des organisateurs et organisatrices certaines dispositions tout au long du processus : non jugement, écoute et accueil attentif et soigné. L'organisation physique du lieu et le rapport libre au temps aident aussi à créer ces conditions. Cette attitude qui consiste à être présent pour l'autre sans forcer le trait, d'égal à égale, dans la rencontre, requiert autant d'humilité que d'audace. Et nous semble nécessaire pour que toutes les personnes présentes puissent, de même, prendre leur place dans le BRI-Co.

Politique et enchantement : des routes à emprunter

La formation-pilote a permis également de continuer à nous interroger sur certaines dimensions du BRI-Co qui nous paraissent essentielles et qui demandent néanmoins que nous nous y attardions encore.

La fibre artistique du BRI-Co en est un exemple. On la reconnaît comme un moment du politique, celui où elle fait émerger un discours sur le monde, un positionnement né de perceptions sensibles partagées et qui touche peut-être à des universaux. Elle peut créer une interaction politique avec des passants et passantes dont l'univers accueillerait cette intersection esthétique. L'intervention s'inscrit dans un contexte socio-politique et se donne à montrer et à être reçue. Mais comment pouvons-nous garantir qu'elle se déploie de façon démocratique dans les BRI-Co's?

La question de la coordination elle aussi mérite d'être encore mûrie avec tous les acteurs et actrices concernées. En effet, la forme transphysique du BRI-Co doit pouvoir créer de la solidarité entre les différents territoires qui l'ont accueilli. Et ce, sans rien perdre de concret puisque le BRI-Co part d'où se trouvent les personnes : d'où elles vivent, de ce qu'elles connaissent. En se revendiquant n'appartenir lui-même à aucun territoire, le BRI-Co invite à créer du lien entre tous ceux sur lesquels il s'énonce. Cela devrait permettre d'articuler le local et le global.

Le BRI-Co, une démarche de réenchantement et de repolitisation du Territoire ? Il s'agit de porter un nouveau regard, du territoire au Territoire. Ce regard à la fois doux et incisif doit agir directement sur la re-définition de sa propre manière d'être au monde, d'y prendre une place et d'y déployer une capacité d'action, que l'on soit organisateur et organisatrice d'un BRI-Co, travailleur et travailleuse du social ou habitant et habitante.

1. Secouez-vous les idées n°112 – déc 2017-Fév 2018 – Articulations n°71 : Sur la route du Politique

NOUS NE SOMMES PAS DES UTOPISTES

Par Laurence BAUD'HUIN et Caroline COCO
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Quelle que soit la définition choisie, car le mot en revêt plusieurs, l'utopie traîne toujours derrière elle un effluve d'imaginaire, déconnecté du réel. Tournant le dos aux fatalistes qui disent le rêve inaccessible, les trois démarches présentées ici s'inscrivent dans le *faire*. Les premiers ont retroussé leurs manches pour réinventer le lien entre vie professionnelle, artistique et domestique ; le second s'est donné pour mission d'utiliser l'art comme tremplin vers le mieux-être de ceux et celles qu'il met en scène ; le troisième s'est plongé dans les *punchlines* de la littérature du XIXème pour dénoncer le fait que les mêmes causes, à chaque époque, produisent souvent les mêmes effets.

Apprendre, réparer, créer, pour soi-même et pour le monde

Sur le site Internet du Lac, on peut lire qu'il est une *expérience anthropologique qui cherche à fabriquer un nouveau paradigme socioprofessionnel*[1]. Comprendre : parce qu'il est une communauté de vie, mais également un centre d'art et de culture, le Lac propose une nouvelle dimension où habiter et travailler ne sont plus les faces injoignables de la pièce lancée au hasard de nos vies. Pratiquement, au 36 rue de Witte de Haelen à Bruxelles, sept personnes – aujourd'hui Etienne Briard, Alex Guillaume, Matthieu Ha, Carole Louis, Paul Morel, Louis Neuville et Caroline Scheyven, dorment et mangent, créent, réparent et construisent, programment et accueillent, cuisinent, servent et abreuvent, nettoient et rangent, échangent et inventent ensemble. Chaque mercredi, jeudi et vendredi, la porte de leur magnifique espace (deux bars, deux scènes, un sauna…) s'ouvre au public lors des zwanzes, et ce qui s'y passe tient de la performance artistique live, de la fête et parfois de l'expérience sociologique. Ainsi, les habitants du Lac accueillent chez eux, ce qui modifie leur relation au public, voire les liens entre les visiteurs eux-mêmes. Ceux-ci, débarrassés de leur costume de consommateurs anonymes, endossent celui d'invités. De plus, la dramaturgie de certains événements est pensée comme un dispositif visant à pousser les participants à sortir des comportements normés[2].

Simple en apparence, le projet du Lac, pour être optimal, repose sur un socle idéologique, économique et politique extrêmement solide. Au départ de son existence, il y a le parcours singulier de son initiateur, Louis Neuville, et la passion intellectuelle de ce dernier pour la psychothérapie institutionnelle (PI). Initiée par différents psychiatres aux prémices de la seconde Guerre Mondiale, et notamment par Francesc Tosquelles, médecin catalan marxiste et libertaire, la PI va bouleverser la relation entre patient et soignant en modifiant fondamentalement l'institution hospitalière. Pour Tosquelles, deux aliénations coexistent : l'une est psychopathologique, l'autre est sociale. Or, dans une société malade, soigner les déviants revient à rendre fous les gens sains. Par extension, c'est la société tout entière qu'il faudrait, à terme, assainir. Dans l'institution de Tosquelles, et à sa suite, du psychiatre Jean Oury, les patients sont impliqués à tous les niveaux de la vie en société : ils construisent leurs propres baraquements, travaillent aux champs, cuisinent, tout cela dans une absolue liberté. Et si économiquement, l'institution se suffit dès lors à elle-même, c'est sociologiquement, voire politiquement que l'expérience est réellement novatrice : une fois tombé le mur entre sains et malades, les rapports sociaux sont réinventés et une nouvelle créativité peut naître.

Voilà sans doute pourquoi Louis Neuville, quand il parle du Lac, emploie les mots « hôpital » et « école ». Le Lac, au départ mille mètres carrés d'entrepôts vides, va devenir l'étonnant centre culturel qu'il est aujourd'hui à la seule force des bras de ses habitants, qui consacreront à sa rénovation neuf mois de leur vie. La charge de travail nécessaire

à faire exister cet endroit demande une organisation qui, pour très organique qu'elle soit, n'en est pas moins planifiée à raison de réunions hebdomadaires où se décide le qui-fait-quoi, en équilibre entre les désirs de chacun et les besoins du lieu. On le voit, ce sont bien les outils de la PI qui opèrent le changement de paradigme.

Et ne serait-ce que parce qu'en temps de sécheresse, le lac est cet espace de trêve où chacun peut boire sans se faire dévorer ; son modèle – dans cette époque de prédations multiples - ce modèle qui porte en lui à la fois l'excitation de l'aventure et la chaleur du nid, mérite d'être abordé avec le plus grand respect.

Je n'aurais jamais cru devenir une œuvre d'art

Vic Muniz est un plasticien contemporain. Né au Brésil en 1962, il vit aujourd'hui à New-York. Au début du documentaire « Waste Land » que lui consacre la réalisatrice Lucy Walker en 2010[3], l'artiste dira : « Lorsque vous voyez les gens regarder des tableaux dans les musées, ils s'approchent, très près, et puis reculent ; ils analysent la matière, puis l'ensemble. » Ainsi, au travers de son œuvre, Vic Muniz n'aura de cesse d'explorer un constat dont l'apparente simplicité deviendra le creuset de projets étonnants : « L'essence de l'Art, c'est de transformer les matériaux en idées ». Par la suite, il ajoutera encore à son travail un angle d'approche qui va propulser son action dans une dimension humanitaire extraordinaire. Quittant la seule représentation, il aura désormais pour objectif de créer des œuvres participatives avec des groupes de personnes dont il pourra tenter d'influencer l'existence.

Cette aventure humaine, il va la proposer à ceux qui, au Brésil, représentent les exclus parmi les exclus, les invisibles : les *catadores*, trieurs de déchets sans reconnaissance officielle, vivant de la vente des matériaux récupérés. Ils sont plus de 2000, hommes, femmes et enfants, sur la plus grande décharge d'ordures du monde, el *Jardim Gramacho*, en périphérie de Rio de Janeiro. Avec eux, Muniz va passer plus de trois ans. Son but : réaliser leurs portraits, des photos mises en scène dont l'iconographie naîtra de leurs échanges. Par la suite, ces photos projetées en très grands formats seront recomposées avec des matériaux trouvés sur la décharge, avant d'être rephotographiées. C'est ici que l'aventure participative prend son envol. Car ce sont les trieurs eux-mêmes, invités dans l'atelier installé dans un centre culturel de Rio, qui vont matérialiser leur propre image avec les déchets collectés. Et si, en *faisant*, ceux-ci mettent en valeur leur travail essentiel de recycleurs, ils réalisent également concrètement qu'ils œuvrent à transformer des ordures en *matière à penser*.

Alors que se poursuit le projet, une question – essentielle et courageuse – va émerger : l'art peut-il modifier la vie des gens ? De ces gens ? Pourront-ils, un jour, s'échapper de la condition qui est la leur ? En effet, très vite, certains trieurs ne souhaitent plus retourner sur la décharge. Mais que leur proposer au-delà de cette aventure ? Après un tel investissement, une telle rencontre, Muniz et son équipe peuvent-ils juste s'en aller et les laisser là ? Pour les trieurs, c'est une évidence : quelque chose dans leur vie, a définitivement changé. Muniz dira que toute découverte est porteuse, en soi, de potentialités, et qu'entre permettre à une communauté de s'ouvrir, ne serait-ce qu'un peu, ou ne rien faire, son choix est assumé !

Au terme de l'aventure, plus de 250.000 dollars seront récoltés et reversés entièrement aux trieurs. Ceux-ci, invités au vernissage de l'exposition rétrospective de Vik Muniz à Rio, verront enfin le monde médiatique s'intéresser à leur cause et gagneront en légitimité et en crédibilité. A la sortie du film, en 2010, le gouvernement brésilien s'en servira pour sensibiliser la population du pays au tri des déchets et au sort des personnes qui s'en occupent.

Mais au-delà, ce qu'a fait Muniz à *Jardim Gramacho*, c'est de rendre visibles et beaux, de transformer en œuvres d'art, ceux et celles que, jusqu'alors, personne ne voulait voir.

Les soliloques du Pauvre

Vîrus x Rictus, voici ce qui pourrait faire croire à un nouveau duo dans le monde du rap français.

Pourtant, l'un des deux est mort depuis presqu'un siècle. En effet, Gabriel Randon, dit Jehan Rictus (1867-1933) fut un poète peu reconnu de son vivant et presqu'oublié après sa mort.
Le rappeur français Vîrus découvre ses carnets en 2015, et tombe sous le choc de tout ce qu'ils ont en commun. Une pauvreté éprouvée et une grande résignation face au monde qui les entoure. Résignation oui, mais refusant, corps et âmes à participer à la société du spectacle, voire au spectacle de la société. Aussi, tous deux casseront les codes, l'un de la poésie classique, l'autre du rap.

De 1894 à 1897, Jehan Rictus écrit *Les Soliloques du Pauvre*, recueil de poèmes qui racontent la vie d'un vagabond errant dans Paris . Il dira en préface : « Faire enfin dire quelque chose à quelqu'Un qui serait le Pauvre, ce bon pauvre dont tout le monde parle et qui se tait toujours. Voilà ce que j'ai tenté. » Toujours d'actualité ! La pauvreté, nécessaire au maintien d'un modèle libéral, se déballe dans les médias qui finissent par oser inviter le quidam à se déculpabiliser, en donnant quelques sous, remplaçant ainsi un Etat déjà, toujours, démissionnaire…

L'en faut, des Pauvr's, c'est nécessaire/Afin qu' tout un chacun s'exerce/
Car si y gn' aurait pus d' misère/Ça pourrait ben ruiner l' Commerce.

Nul n'est épargné, et surtout pas le pouvoir médiatique :

Les journaux, mêm' ceuss' qu'a d' la guigne/À côté d'artiqu's festoyants/
Vont êt' pleins d'appels larmoyants/Pleins d' sanglots... à trois sous la ligne !/C' qui va s'en évader des larmes !/C' qui va en couler d' la piquié !/ Plaind' les Pauvr's c'est comm' vendr' ses charmes/ C'est un vrai commerce, un méquier !

Argot, assonances, allitérations, plume trempée dans le vitriol, Rictus aura choqué ! On comprend aisément en lisant qu'il faut le déclamer à voix haute, pour en ressentir toutes les nuances et subtilités. C'est d'ailleurs ce que Rictus faisait, de cabarets en cabarets, moins par vanité artistique que pour avoir du pain à se mettre en bouche.

2018, Vîrus reprend ses textes et les compile dans un livre-cd éponyme[5]. A son tour, il casse les codes du rap, reprenant des textes écrits par un autre auteur, ce qui n'est pas vu d'un bon œil dans le milieu ! Dans sa retranscription, il gardera au maximum le langage de Rictus, actualisera certains mots mais ne touchera pas au sens. Se disant que Rictus avait lui-même enfreint des codes, il se l'est permis. Le résultat est bluffant ! Sur un fond musical plutôt noir et sobre, sur un phrasé bien rythmé, il nous emmène dans ces rues, ces lieux, ces interstices de la vie où les éloignés et les invisibles survivent.

Ne s'arrêtant pas à la sortie de l'album et à sa tournée de concerts, Vîrus intervient aussi dans des écoles, pour faire découvrir ce poète disparu et les questions brûlantes qui traversent son œuvre.

Finalement, il s'agit bien d'un duo vivant !

1. https://www.lelac.info
2. Ce fut le cas, notamment, en janvier dernier avec l'événement pluridimensionnel intitulé « La machine de Monsieur Seguin ».
3. http://wastelandmovie.com/
4. Recueil disponible librement sur http://www.florilege.free.fr/jehan-rictus/les_soliloques_du_pauvre.html
5. « Les soliloques du Pauvre », livre CD, 2017, Rayon du fond, label indépendant.

ÉTUDES

Dans les secteurs associatif, coopératif et non-marchand, à titre individuel ou collectif, nombre d'acteurs contribuent aujourd'hui à un décloisonnement de leurs démarches respectives, permettant de dépasser un sentiment diffus d'isolement et d'impuissance.
Le travail de recherche mené au CESEP s'inscrit dans ce mouvement. Il s'intéresse à ces dynamiques d'émancipation, de solidarité et de critique, y compris là où elles sont sous-jacentes, dans les espaces où leurs expressions et mises en commun sont timides, voire entravées. Nos enquêtes contribuent à mettre au jour et à formuler des convergences et divergences d'action, de pensée et de valeurs. Nos études s'appuient sur des expériences concrètes, des repères méthodologiques et théoriques, et des visées politiques et critiques. Elles visent à rendre nos lecteurs capables de produire leurs propres analyses (ce qui passe, entre autre, par un compte-rendu rigoureux de la démarche).

Systématiquement articulées aux autres modes d'intervention du CESEP (publication, accompagnement et formation), nos études participent à la définition de nouvelles collaborations.

QUAND SMART DEVIENT UNE COOPÉRATIVE

Pratiques et enjeux du travail démocratique

Julien CHARLES, Isabelle FERRERAS, Auriane LAMINE

Cette enquête, sur et avec la coopérative de travailleurs autonomes SMart, vise à comprendre les pratiques et modes d'organisation du travail au sein de celle-ci, afin d'éclairer ses membres sur leur réalité et les options qui s'offrent à eux pour approfondir leur projet d'émancipation au travail.
L'analyse s'appuie sur des centaines d'heures d'observation, plus de 80 entretiens réalisés avec des membres-utilisateurs et des travailleurs-permanents de la structure et une dizaine de réunions du Comité de pilotage composé des diverses parties constituantes de SMart.
Nous proposons de concevoir SMart comme une « capacité collective », au sens où elle permet à ses membres d'exercer l'autonomie qu'ils placent au cœur de leur engagement professionnel. SMart contribue en effet à sécuriser un salaire (dans un contexte de « démarchandisation du travail ») et un statut (dans un contexte d'intermittence de l'emploi), mais aussi à gérer et gouverner le travail de façon autonome, individuellement et collectivement.
Le passage de SMart en coopérative est une tentative d'institutionnalisation des principes d'autonomie et de solidarité qui sont au cœur de son projet depuis ses débuts. L'entreprise reconnaît de la sorte de manière explicite le caractère politique du travail et souhaite l'intégrer dans une organisation démocratiquement gouvernée. Nous abordons donc, en conclusion, quelques enjeux pour l'avenir démocratique de cette entreprise aujourd'hui décriée par certains et portée aux nues par d'autres.

ÉPROUVER L'ÉGALITÉ

Pratiques et enjeux démocratiques de l'insertion socioprofessionnelle au CESEP

Julien CHARLES, Paul HERMANT et Myriam VAN DER BREMPT

Cette étude s'inscrit dans le cadre des réflexions et actions menées au sein du CESEP autour du travail et de la démocratie. Elle porte, plus spécifiquement, sur les attentes à l'égard du travail exprimées par les personnes inscrites en formation d'insertion socioprofessionnelle. A partir d'entretiens collectifs réalisés avec les stagiaires au CESEP, nous nous intéressons à leurs expériences de travail et à leurs propositions visant à « réparer » celui-ci. Pour eux, le travail n'est pas seulement un moyen de gagner de l'argent. Ces échanges dessinent un autre horizon : celui d'un travail comme expérience de l'égalité et la dignité. La direction à donner à la réparation donc est toute trouvée !
Ces constats posés par les stagiaires nous amènent à prendre en charge deux questions. La première, générale, s'inquiète des conséquences sur nos démocraties de ces attentes insatisfaites, déçues : quels comportements politiques suscite l'écart entre ces espoirs et les expériences concrètes du travail et du chômage ? A partir de là naît la nécessité d'une seconde réflexion, à portée de main : ici et maintenant, que doit-on faire des attentes des stagiaires et comment peut-on contribuer à y répondre positivement ? Peut-être en créant nous-mêmes une entreprise conforme à nos ambitions !

AGENDA des formations

Acquisition et production d'outils et de contenus par les acteurs
Pour le CESEP, la formation est d'abord un espace de mobilisation des intelligences en lien avec les situations concrètes. Elle a pour but de donner aux participants des outils de compréhension et d'interprétation du monde, et intègre des démarches de transfert de ceux-ci dans la vie professionnelle. Elle a pour but, à terme, de permettre un passage à l'action pour un partage équitable du pouvoir. Que la visée soit l'acquisition de compétences techniques ou le développement de nouveaux comportements, les formateurs se basent avec souplesse sur les attentes des participants et tirent parti des richesses du groupe. Ils utilisent des méthodes actives, proposent des exercices réalistes et des applications réelles.

Toutes nos formations sont disponibles sur notre site www.cesep.be
Notre catalogue formations est également téléchargeable sur notre site.

Construire l'auto-évaluation continue de son projet d'action culturelle et socio-culturelle

Secrétariat :
Nathy VANDENBERK
067/890 869
nathy@cesep.be

Dates : 08, 22 février, 15, 29 mars et 26 avril 2019
Lieu : Charleroi
Prix : 350 €
Formatrice : Cécile PAUL, sociologue, formatrice au CESEP.

Objectifs
- Comprendre et construire une démarche d'évaluation stratégique sur le moyen et le long terme
- Choisir des outils méthodologiques adaptés aux objets d'évaluation envisagés, aux réalités de l'organisation et à celles des usagers concernés
- Planifier et organiser l'évaluation ainsi que sa diffusion

Programme
Ce travail sera ancré dans les réalités des organisations concernées et nourri par des références théoriques et méthodologiques issues de la recherche en sciences sociales. La formation intègrera une dynamique de confrontation avec la réalité professionnelle.

Public
Directeurs, coordinateurs d'équipes et/ou responsables de projets chargés de la mise en œuvre de processus d'évaluation dans leur organisation.

Animer un débat... sans peur

Informations et inscriptions
formation.culture@province.namur.be
081/77 67 74
90 € professionnels
75 € personnes individuelles
38 € étudiants et personnes sans emploi
Dates : 11, 18 et 25 mars 2019
Lieu : Namur
Prix : 210 €
Formatrice : Myriam Van der BREMPT, philosophe, formatrice et accompagnatrice d'équipes au CESEP.

Objectif
Il s'agit d'une formation au débat (non consensuel), au désaccord et au conflit, pour pouvoir animer des débats permettant des positionnements individuels ou collectifs, dans des situations sociales diverses.

Programme
La formation abordera notamment :
- L'analyse, avec les participants, de leurs expériences de débat, de désaccord et de conflit
- Les difficultés et obstacles liés à la pratique du débat : le débat stérile vs fécond, la légitimité objective et subjective des interlocuteurs, le risque du conflit…
- Des modèles existants de débats et de conflits
- Des ressources et des techniques concrètes à exercer
- Le sens et l'importance de l'expression citoyenne et du débat en démocratie.

Public
Professionnels des secteurs associatif et non-marchand, enseignants et formateurs.

Améliorer ses photos et créer des photomontages avec Photoshop

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Dates : 17, 23 et 24 janvier 2019
Lieu : Genappe
Prix : 210 €
Formatrice : Audrey François, graphiste indépendante et formatrice en communication graphique depuis 16 ans www.audreyfrancois.be

Objectif
À l'issue de la formation, les participants pourront réaliser des photomontages complexes.

Programme
Manipulation d'images numériques
- Poids des images…
- Format de fichiers et enregistrement
- Correction d'images, modification de la couleur d'une partie d'une image, ...
- Espaces colorimétriques RVB, CMJN
- Teinte/saturation
- Outils tampons, « correcteur », « pièce », « œil rouge », « forme d'historique ».

Création de calques
- Création de nouveaux calques
- Gestion des calques (alignement, groupes, fusion, opacité)
- Calques de réglage

Public
Tout public.

Affinity Photos

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Dates : 06 et 07 février 2019
Lieu : Genappe
Prix : 140 €
Formatrice : Audrey François, graphiste indépendante et formatrice en communication graphique depuis 16 ans www.audreyfrancois.be

Affinity Photo est un logiciel de retouche photo très complet, rapide et léger. C'est une véritable alternative à Photoshop qu'il égale voire dépasse dans de nombreux domaines. La simplicité de son interface, ses raccourcis claviers sont souvent identiques. Il ne coûte que 54,99 €, avec des mises à jour gratuites, c'est peu comparé aux 30 €/mois demandés par Adobe.
Ses formats de fichiers sont compatibles avec la suite Adobe. D'ici quelques temps, il est déjà adopté par un grand nombre d'utilisateurs.

Objectif
À l'issue de la formation, les participants pourront réaliser des photomontages personnalisés et des retouches photos. Ils peuvent lors du dernier jour mettre en pratique leurs acquis pour leur propre activité et ce avec les conseils d'une graphiste professionnelle.

Programme
Outils de sélection
- Typographie avancée
- Détourage de cheveux
- Masques d'écrêtage
- Masques de fusion.

Outils de corrections
- Retouches de photos, portraits…

Calques
- Calque de réglage
- Filtres.

Public
Tout public désirant améliorer sa communication visuelle. Celui qui a déjà des notions en Photoshop et qui voudrait passer à Affinity ou celui qui est débutant.

Réalisation d'une vidéo à destination du web

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Dates : 20 et 22 février 2019
Lieu : Genappe
Prix : 140 €
Formateur : Stéphane MOUSSIAUX, formateur au CESEP.

Objectif
L'objectif est de s'initier au techniques permettant la réalisation d'une vidéo a destination du web, Facebook/Framasphere & Co.

Programme
- Réalisation d'images
- Où trouver des images, des séquences libres de droit
- Prise de son
- Où trouver des musiques libres de droit
- Montage avec Cadenlive, logiciel libre
- Référencement de base de la vidéo.

Méthodologie
L'apprentissage se fera par la pratique.

Public
Toute personne désireuse de découvrir comment réaliser une vidéo.

Initiation au CMS Word press

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Dates : 06 et 08 mars 2019
Lieu : Genappe
Prix : 140 €
Formateur : Stéphane MOUSSIAUX, formateur au CESEP.

WordPress est un gestionnaire de contenu (CMS) open source. C'est-à-dire un logiciel qui va vous permettre de réaliser un site web ou un blog sans grande connaissance en informatique et gratuitement.

Objectif
Vous permettre de réaliser un site simple seul sans connaissance en programmation.

Programme
Installation de WordPress sur votre pc
Prise en main des diverses fonctionnalités
1. Choix du thème et sa mise en place
2. Structure du site, pages, articles, catégories
3. Mise en forme des pages et articles
4. Gestion des commentaires
5. Gestion des menus
6. Identité du site

En fonction des groupes, nous pourrons réaliser un atelier qui vous permettra de débuter la création de votre site.

Méthodologie
L'initiation à WordPress se fera de manière pratique en réalisant un mini site.

Public
Toute personne désirant réaliser un site web pour la communication de son entreprise.

Diaspora

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Date : 14 mars 2019
Lieu : Nivelles
Prix : 70 €
Formateur : Frédéric COLIGNON, animateur au Brussels GNU/Linux User Group depuis 2001.
Co-administrateur de Abelli-asbl, défense et promotion du (logiciel) libre en Belgique.

Les médias sociaux du non-marchand pour le non-marchand
(équivalent Facebook, mais sans effet 'Cambridge Analytica'...)

Objectif
- Compréhension des enjeux entre marchand et non-marchand dans l'informatique grand public.
- Valoriser l'esprit et les outils du monde des Logiciels Libres.
- Découverte des différentes formes et plateformes de média sociaux.
- Prise en main sur différentes tailles d'écran.
- Diversifier ses sources d'information. Faire de nouvelles connaissances. Inviter des amis.

Programme
Diaspora est un moteur de plateforme associative en ligne, ouvert et vraiment gratuit, décentralisé sous différentes instances auto-gérées et interconnectées, en continuel développement suivant les suggestions des différentes communautés qui l'utilisent.

Public
Toute personne cherchant des alternatives aux médias sociaux industriels, respectueuses de la vie privée, des données personnelles, et ce à titre professionnel et/ou personnel.
Toute personne cherchant des outils collaboratifs fiables, équitables, décentralisés et légers.
Tout(e) responsable communication dans le non-marchand souhaitant un outil congruent.

Initiation au logiciel Open Source de PAO Scribus

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Dates : 20 et 22 mars 2019
Lieu : Genappe
Prix : 140 €
Formateur : Stéphane MOUSSIAUX, formateur au CESEP.

Scribus est un logiciel de mise en page à destination de l'imprimerie (PAO : Publication assistée par ordinateur) distribué sous licence GNU GPL.
Il offre de nombreuses fonctionnalités qui égalent voire dépassent certains logiciels commerciaux dans une interface agréable.
Scribus convient parfaitement pour la réalisation de plaquette, Bulletin associatif, Brochure, ...

Objectif
Vous donner les capacités de réaliser des petits travaux de PAO (Publication assistée par ordinateur) pour votre association.

Programme
Jour 1 : Prise en main du logiciel et réalisation d'un triptyque
Jour 2 : Réalisation d'un petit mensuel
Les objectifs des deux jours seront adaptés en fonction du groupe.

Méthodologie
L'initiation à Scribus que nous vous proposons passe par la pratique, en réalisant un triptyque, un mensuel, afin de vous immerger dans l'interface de manière concrète.

Public
Toute personne désirant réaliser des travaux de PAO pour son association.

Framasoft

Secrétariat :
Catherine LEONARD
067/890 865
catherine@cesep.be

Date : 21 mars 2019
Lieu : Nivelles
Prix : 70 €
Formateur : Frédéric COLIGNON, animateur au Brussels GNU/Linux User Group depuis 2001.
Co-administrateur de Abelli-asbl, défense et promotion du (logiciel) libre en Belgique.

Les outils collaboratifs du non-marchand pour le non-marchand
Framasoft et sa panoplie de services en ligne, libres, ouverts, éthiques, résultat de leur campagne « dégooglisons-internet ».

Objectif
- Compréhension des enjeux entre marchand et non-marchand dans l'informatique grand public
- Valoriser l'esprit et les outils du monde des Logiciels Libres
- Découverte des différentes catégories de services + mise en pratique
- Présentation croisée des différents outils + 3 selon les besoins du groupe.

Programme
Framasoft est une association française qui, partant du constat de la dépendance envers de grosses multinationales de services web et des risques inhérents à la centralisation des données personnelles, a lancé la création d'outils équivalents, mais réellement 'gratuits', pouvant être facilement auto-hébergés.

Public
Toute personne cherchant des alternatives aux outils collaboratifs fermés, respectueuses de la vie privée, des données personnelles, à titre professionnel et/ou personnel.
Toute personne cherchant des outils pratiques fiables, équitables, décentralisés et légers.
Tout·e responsable de la communication dans le non-marchand cherchant des outils congruents.
(parler de permaculture, une bouteille de Round Up à la main, parait inquiétant...).

Formations gratuites pour demandeurs d'emploi

Le CESEP organise des parcours d'insertion depuis plus de 30 ans. Les formateurs y rencontrent des personnes sans emploi qui veulent développer leurs compétences ou les remettre à jour, se réorienter et valoriser leurs atouts. Les trajets de 5 mois aboutissent pour certains à un contrat de travail, à la création de leur propre emploi, à la réalisation d'un projet, au bénévolat mais aussi à l'inscription à une autre formation et surtout à prendre une part active dans leur milieu de vie.

Toutes nos formations sont disponibles sur notre site www.cesep.be
Notre catalogue formations est également téléchargeable sur notre site.

Renseignements et inscriptions :
Secrétariat :
067/89.08.50
ar@cesep.be

Des formations au gré des saisons

« S'EXERCER AUX TESTS DE SÉLECTION»
(10 semaines)

À Nivelles, du 28 janvier au 5 avril 2019

Pour vous aider à passer des tests avant une formation ou un emploi !

Objectifs
- Découvrir les grands types de tests et muscler ses neurones
- Apprendre à se connaître, découvrir ses forces et ses faiblesses, sa façon de raisonner
- Apprendre à gérer son stress et developper la confiance en soi face aux épreuves d'admission

Cours
- Raisonnement, jugement situationnel, bac à courrier, tests de personnalité, gestion du stress, méthode d'apprentissage, mémoire, jeux, communication, Word, Excel et base de données…

« ACCÈS AUX MÉTIERS DU NUMÉRIQUE »
(5 mois)

À Nivelles, du 4 février au 28 juin 2019

Pour les passionnés de l'informatique : vous aurez des bases en logiciels de bureautique classique, des cours spécifiques et des ateliers pratiques de montage, installation et réparation de PC.

Objectifs
- Assumer des emplois où une bonne culture informatique est requise
- Envisager une spécialisation informatique

Cours
- Base de données Access et MySQL, bureautique, Internet et Outlook, introduction aux réseaux, création de sites Web, Photoshop, Hardware, Linux, initiation à la programmation, applications smartphone, connaissance des métiers de l'informatique, méthodologie de recherche d'emploi, vie sociale, outils de communication, découverte de l'impression en 3D.

« INFORMATIQUE ET TRAVAUX DE BUREAU (Secteur santé) »
(5 mois)

À Genappe du 4 février au 28 juin 2019

Objectifs
- Maîtriser les outils informatiques, apprendre à organiser son travail et développer ses aptitudes relationnelles pour exercer un poste administratif ou polyvalent.

Cours
- Windows, Word, Excel, PowerPoint, Internet, Outlook, outils de promotion d'activités, utilisation de base de données, français/correspondance, outils de communication, organisation de bureau, entretien d'embauche, méthodologie de recherche d'emploi , droit social, dactylographie, vocabulaire médical, secourisme, …

« RECHERCHE EMPLOI ET RESEAUX SOCIAUX »
(4 semaines)

À Nivelles du 4 février au 1er mars 2019

Cette formation se compose d'exercices pratiques, d'entraînement et de feedback adaptés à la situation de chaque participant.

Objectif
- Développer ses outils de recherche d'emploi
- Tirer parti des réseaux sociaux
- Se présenter positivement
- Construire une stratégie de recherche.

Cours
CV, lettre de motivation, exploration du Web, des journaux, des offres d'emploi etc, découverte de réseaux sociaux, réalisation de son profil d'utilisateur, mise en valeur de son image professionnelle, se fixer des objectifs et des priorités…

« VERS LES MÉTIERS DU BIEN-ÊTRE »
(3 ½ mois)

À Nivelles du 18 mars au 28 juin 2019

Objectifs
- Etre capable d'assurer des tâches administratives à l'aide de l'outil informatique
- Découvrir différents domaines du bien-être
- Développer les aptitudes relationnelles pour accéder à une fonction d'accueil
- Développer ses connaissances sur les centres et services proposés
- Expérimenter brièvement des techniques du bien-être
- Préparer son projet professionnel.

Cours
- Éthique et déontologie de la profession, ateliers découverte (aromathérapie, Brain Gym, yoga, visualisation, méditation…), rencontres avec des professionnels
- Outils informatiques, correspondance, techniques d'accueil,
- Connaissance de soi, recherche d'emploi…

Sommaire

Edito p.3

2058 : Le CESEP
80 ans d'histoire dans le rétroviseur d'une association en marche
Par Laurence DELPERDANGE

Suzanne p.6

Et ses dilemmes
Dans sa pratique professionnelle de formatrice en Éducation permanente, Suzanne est très souvent confrontée à des dilemmes...
Par Caät et Claire FREDERIC

Vigilance p.10

Les utopies numériques
Framasoft confirme son virage politique. Il ne s'agit plus de seulement de promouvoir le logiciel libre, mais d'utiliser le numérique au bénéfice de projets engagés et militants.
Par Jean-Luc MANISE

Articulations N°75 p.20

Même plus peur !
Si la planète devient inhabitable, comment sauver l'humanité ? Si l'humanité redevient sauvage, comment sauvegarder la planète ? Une tension qui devrait habiter toutes celles et tous ceux qui, dans les médias, l'enseignement ou l'éducation populaire, se donnent mission de formation, d'information, de transformation ou d'émancipation. C'est le cœur de ce dossier articulations dans lequel nous retrouverons des analyses et des récits d'expériences.
Dossier réalisé par Teberdar ALAR, Anissa AYADI, Julien CHARLES, Paul HERMAN, Myriam van der BREMPT

D'ailleurs et d'autre part p.32

Nous ne sommes pas des utopistes
Quelle que soit la définition choisie, car le mot en revêt plusieurs, l'utopie traîne toujours derrière elle un effluve d'imaginaire, déconnecté du réel.
Par Laurence BAUD'HUIN et Caroline COCO

Etudes 2018 p.35

Quand Smart devient une coopérative
Eprouver l'égalité

Agenda des formations p.36